



HAL
open science

Ouverture des frontières et développement agricole dans les pays de l'UEMOA : l'impact des importations de volailles et de produits laitiers sur la production locale au Sénégal

Guillaume Duteurtre, Papa Mouhine Dieye, Djiby Dia, . Institut Sénégalais de Recherches Agricoles

► To cite this version:

Guillaume Duteurtre, Papa Mouhine Dieye, Djiby Dia, . Institut Sénégalais de Recherches Agricoles. Ouverture des frontières et développement agricole dans les pays de l'UEMOA : l'impact des importations de volailles et de produits laitiers sur la production locale au Sénégal. [Rapport Technique] 2005. hal-02832463

HAL Id: hal-02832463

<https://hal.inrae.fr/hal-02832463>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Institut sénégalais
de
recherches agricoles

Etudes et documents

**Ouverture des frontières
et développement agricole
dans les pays de l'UEMOA**

L'impact des importations de volailles et de produits laitiers sur la production locale au Sénégal

G. Duteurtre, P. N. Dièye et D. Dia

ISSN 0850-8933

Vol. 8 N° 1



Institut sénégalais de recherches agricoles
Route des Hydrocarbures - Bel Air
BP 3120
Dakar, Sénégal
Tél. : 832 24 30

Document réalisé par

le Bureau d'analyses macro-économiques (BAME) de l'ISRA
Direction générale, Route des Hydrocarbures, Bel-Air
BP 3120
Dakar, Sénégal

Auteurs

- Guillaume Duteurtre,**
Agro-Economiste,
Chercheur à l'ISRA pour le compte de la Coopération française
- Pape Nuhine Dièye,**
Vétérinaire, Agro-Economiste,
Chercheur à l'ISRA
- Djiby Dia,**
Géographe,
Doctorant UCAD / ISRA



L'édition du présent ouvrage a été réalisée grâce à l'appui
du Service de Coopération et d'Action Culturelle
de l'Ambassade de France à Dakar.

© ISRA 2005
ISSN 0850-8933

Maquette et mise en pages : Moustapha Niang - ISRA / UNIVAL



**Ouverture des frontières
et développement agricole
dans les pays de l'UEMOA**

**L'impact des importations
de volailles et de produits laitiers
sur la production locale au Sénégal**

G. Duteurtre, P. N. Dièye et D. Dia



Sommaire

Avant-propos	7
Résumé	9
Abstract	11
Introduction : Commerce et développement	13
Contexte	13
Objectifs	15
Méthodologie	16
Première partie : La récente poussée d'importation des découpes de poulet	19
Les faits : une récente poussée d'importations	21
Le sous-secteur avicole au Sénégal	25
L'impact : une crise modérée ?	30
Que faire ? Opinions des acteurs	38
Conclusion et perspectives	41
Deuxième partie : La tendance longue des importations laitières ...	43
Les faits : les importations de produits laitiers au Sénégal ...	45
Situation du secteur laitier au Sénégal	49
L'impact des importations : une concurrence positive ?	54
Le point de vue des acteurs	57
Conclusion et perspectives	58
Conclusion : Mieux gérer l'ouverture des marchés	59
Conclusions	61
Recommandations	62
Références	63
Annexes	67
Liste des sigles et acronymes	78

Avant-propos

C E RAPPORT est le résultat d'une étude commanditée par la FAO. L'étude a été réalisée entre septembre 2003 et février 2004, par une équipe du Bureau d'analyses macro-économiques de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA-BAME) composée de Guillaume DUTEURTRE, Papa Nouhine DIEYE et Djiby DIA. L'analyse et les conclusions sont celles des auteurs et n'engagent pas nécessairement l'ISRA.

Résumé

De plus en plus de documents mettent en évidence des “poussées d’importations” dans certains pays en développement, poussées souvent suivies d’effets négatifs sur les filières locales. Cependant, peu d’études de cas ont été réalisées sur ces phénomènes soudains, en particulier en Afrique. En Afrique de l’Ouest, l’UEMOA s’est engagée dans un processus de réduction des droits de douane avec la mise en œuvre en 2000 du Tarif Extérieur Commun (TEC). Cette ouverture des frontières a été suivie d’une augmentation rapide des importations agro-alimentaires. La présente étude a été réalisée de septembre 2003 à février 2004 à Dakar et dans 2 villes secondaires du Sénégal pour évaluer l’impact des poussées récentes d’importation de produits avicoles et de produits laitiers au Sénégal.

Les importations de cuisses de poulet ont augmenté de manière dramatique entre 1996 et 2002, passant de 500 à 16.600 tonnes. Ces importations sont constituées de morceaux congelés (86 %), de poulets entiers congelés (13 %) et de viande fraîche (1 %). Elles se sont élevées à près de 10 milliards de Fcfa en 2003, ce qui représente l’équivalent du chiffre d’affaire de la production locale de poulets de chair. Les Pays-Bas et la Belgique comptent pour 62 % de ces importations, et le Brésil pour 24 %. La part de marché des Etats-Unis et du Canada s’est considérablement réduite entre 2000 et 2003, passant de 15 à 2 % du total des importations. Plusieurs facteurs expliquent ces poussées d’importations, au premier rang desquels on trouve la disponibilité sur le marché mondial de produits à des prix extrêmement bas. La production de poulets fermiers ne semble pas avoir été affectée par les importations en raison de la spécificité du marché du poulet de ferme. Mais les poussées d’importation ont gravement affecté la production nationale de poulets de chair. Alors que les organisations de producteurs évaluaient à 70 % le nombre de fermes ayant disparu, les données issues de l’industrie montrent que le nombre de poussins de chair mis en élevage a diminué de seulement 30 % entre 2001 et 2003, ce qui représente une crise « modérée » mais « soudaine ». Certaines des fermes se sont reconverties dans l’élevage de poules pondeuses. Le secteur de la production d’œufs de consommation est en effet très dynamique et représente le double du chiffre d’affaire de la production de poulets de chair. En dépit de son coût social, cette crise a eu un impact important en terme d’organisation de la filière et a abouti à l’émergence d’une Fédération nationale des acteurs de la filière avicole (FAFA) et de l’Union nationale des acteurs de la filière avicole (UNAFa). La crise a, d’autre part, eu pour effet d’augmenter le niveau de segmentation des marchés et a contribué à

modifier progressivement les usages alimentaires. La production de poulets de chair pourrait bénéficier d'une professionnalisation des producteurs et d'une meilleure organisation de la commercialisation.

Dans le secteur laitier, les importations sont à un niveau élevé depuis longtemps, si l'on excepte les 2 (deux) années qui ont suivi la dévaluation du Fcfa de janvier 2004. Cependant, ces importations ont récemment augmenté pour atteindre en 2002 le niveau de 240.000 tonnes Équivalent Lait (EL), ce qui représente le double de la production locale estimée. La poudre de lait (avec 30.000 tonnes) compte pour 75 % de la valeur de ces importations, le fromage pour 10 % ; le lait liquide pour 8 % et le beurre pour 5 %. La valeur des importations des produits laitiers est égale au triple de celle des importations de viande de poulet. Et cette concurrence semble avoir découragé les investissements dans la production laitière périurbaine. Cependant, la tendance de long terme de ces importations laitières explique que le secteur laitier local n'ait pas traversé une « crise » comme ce fut le cas dans la filière avicole. De plus, l'existence d'un « véritable » prix international du lait (à la différence de la viande de poulet) ainsi que la segmentation des marchés laitiers expliquent que les prix locaux restent élevés sur certains segments spécifiques tels que les produits fermiers. D'autre part, les importations laitières ont permis l'industrialisation rapide du secteur de la transformation qui pourrait à l'avenir offrir des débouchés croissants pour la production locale.

Les réseaux de recherche-développement tels que des observatoires de filière pourraient jouer un rôle dans l'élaboration de futurs plans nationaux de développement des filières agricoles au Sénégal. Ils pourraient permettre notamment de débattre de la réévaluation du niveau du TEC et d'anticiper sur les effets attendus des Accords de partenariats économiques en cours de négociation entre l'Union européenne (UE) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Abstract

There have been increasing reports of many developing countries experiencing surges in food imports, often with negative effects on local markets. However, there have been quite few case-studies undertaken to document those import surges, especially in Africa. The case of West Africa is interesting because of the tariffs reduction that has been undertaken by WAEMU. The present study has been conducted between September 2003 and February 2004 in Dakar and 2 secondary cities to assess the impact of recent import surges of poultry parts and dairy products in Senegal.

The imports of chicken legs have been rising dramatically from 506 tons in 1996 to 16,600 tons in 2002. Those imports are composed of frozen pieces (86 %), frozen carcasses (13 %) and fresh meat (1 %). They amounted for around 10 billions of XAF in 2003, which is the level of the turn-over of the local broiler production. Netherlands and Belgium account for 62 % of those imports, and Brazil for 24 %. The market share of USA and Canada declined severely from 15% to 2% between 2000 and 2003. Several factors explain this import surge among which the most important is the availability of very cheap meat on the world market. The traditional poultry farms seemed not to be affected by imports because of the specificity of the market for farm chicken. But this sudden outbreak of imported meat badly affected the national broilers production. Producers organization state that around 70 % of the broilers producers have closed, whereas more reliable figures from industries indicate that the number of broilers chicks reared by the local farms decreased only by 30 % between 2001 and 2003, which refers to a "moderate" crisis. Some of the producers reconverted in layers rearing for production of table eggs. The eggs sector is indeed very dynamic, representing a turn-over of twice the one of broilers production. Despite its social cost, the crisis had a positive impact on the organization of the sub-sector, and led to the emergence of 2 national federations (FAFA and UNAFA). The crisis also increased market segmentation and contributed to progressively modify the consumption habits. The local production of broilers might recover if producers become more professional and if the market gets better organized.

In the Dairy sub-sector, imports have been very high for a long time, except in the two years following the devaluation of the CFA Franc (94-95). However, they have recently risen to reach 240,000 tons of Milk Equivalent in 2002, which represents twice the national production of milk. Powder milk (with 30,000 tons) accounts for 75 % of the value of dairy imports; cheeses account for 10%; liquid milk for 8 % and butter for 5 %. The total value of

dairy imports is 3 times higher than the value of poultry imports. Those imports seem to have discouraged investments in the dairy production in the recent years. However, the long term trends of dairy imports explain that the local dairy sector has not been facing a “*crisis*” as it was the case for poultry. Moreover, the existence of a “real” international price for milk (which is different from poultry) and the segmentation of the markets explain that prices of local milk products remain high, which offers a good prospect for dairy enterprises. In addition, powder milk imports have played a major role in the industrialisation of the dairy processing sector that could offer more and more market opportunities for the local milk production.

Research-development networks could play a key role in drawing future national development plans for agro-food sub-sectors in Senegal. They could help to debate the level of the Common Exterior Tariff and to anticipating the impacts of the UE-ACP Economic Partnership Agreements (EPAs) and other international negotiations.

Introduction

Commerce et développement

Le secteur agricole sénégalais est-il fragilisé par les importations de produits agricoles ? Les importations de viande avicole et de lait sont-elles un frein majeur au développement de l'élevage au Sénégal ? C'est ce que semblent indiquer un collectif d'ONGs qui se sont engagées en 2004 dans des campagnes visant à informer le grand public de ces dangers : il s'agit notamment de la campagne « Pour un Commerce Equitable » menée par Oxfam et ses partenaires, et de la campagne « L'Europe Plume l'Afrique » lancée en Europe par Agir Ici et relayée au Sénégal par les organisations professionnelles avicoles.

Contexte

L'impact du commerce sur le développement économique a toujours été une préoccupation majeure des économistes. Les relations entre commerce et développement ont été envisagées dans la littérature aussi bien négativement que positivement comme le révèle l'opposition classique entre libéralisme et protectionnisme (Montalieu, 2001). Cette question est encore aujourd'hui au centre d'un grand nombre de travaux portant sur le commerce international et sur le développement, notamment les auteurs de la Nouvelle économie internationale. Plusieurs travaux ont mis en évidence l'importance de la régulation des marchés nationaux, de la stabilisation des cours mondiaux ou des politiques d'intégration régionale sur le développement de l'économie des pays du Sud (Krugman et Obstfeld, 1998). Cependant, en Afrique, cette dimension n'a pas été suffisamment documentée par des études de cas. Les pays au Sud du Sahara manifestent une crainte généralisée relative à leur développement économique face à un commerce international exacerbé. Cette appréhension a été soulignée par les pays en développement lors de la 5^{ème} Conférence des Ministres du Commerce de l'OMC tenue à Cancun au Mexique en novembre 2003.

Des publications évoquent de plus en plus le risque encouru par les pays en développement de voir leur agriculture fragilisée par le commerce international. Ces documents soulignent notamment les poussées soudaines d'importations de produits alimentaires subies par ces pays et leurs impacts sur les marchés nationaux. Les effets négatifs de l'accroissement des importations, particulièrement sur les producteurs, prennent des proportions de plus en

plus préoccupantes et deviennent l'enjeu de différents rapports sur la question. Ce phénomène a pris de l'ampleur au milieu des années 90, et est interprété comme le résultat de l'ouverture des marchés nationaux permise par les Accords sur l'Agriculture signés à l'OMC. Des cas de poussées d'importations ont été mis en évidence dans 14 pays où des études de cas ont été conduites par la FAO en 1999. De même, des organisations nationales et internationales de la société civile ont fait état des problèmes soulevés par les poussées soudaines d'importations et leurs effets sur l'économie (Oxfam, 2002).

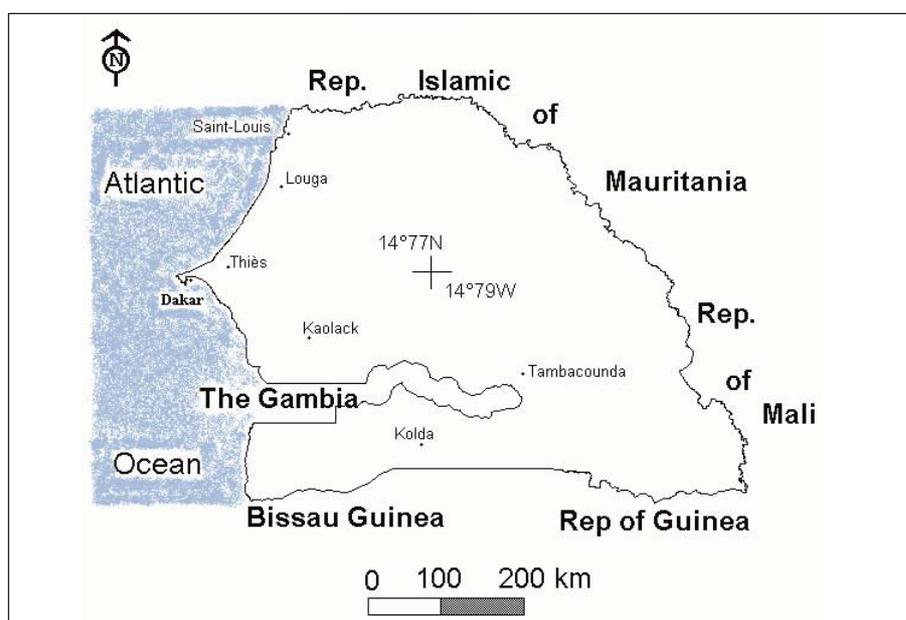
Il n'existe pas de définition universelle du concept de « poussée d'importation » (en anglais : *import surge*). La définition habituelle est tirée de l'Article 2 de l'OMC sur les Accords de Sauvegarde. "*When a product is imported into a country in such increased quantities, absolute or relative to domestic production, and under such conditions as to cause or threaten to cause serious injury to the domestic industry that produces like or directly competitive products*". Ainsi, une poussée soudaine est associée à des dysfonctionnements dans les processus commerciaux. Même si elle comporte une marque généralement négative, il n'en demeure pas moins qu'elle possède des aspects positifs notamment sur les prix à la consommation.

Le Sénégal est fortement concerné par la menace des poussées d'importations et ce, pour trois principales raisons. D'une part, le pays appartient à la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA) avec un PNB autour de 500 \$US par habitant. Son économie parvient donc difficilement à répondre à l'explosion de la croissance urbaine. D'autre part, l'économie sénégalaise est largement ouverte au commerce international, conséquence de son histoire et de sa position géographique (carte 1). La valeur des importations de produits alimentaires a triplé de 1992 à 1999, passant de 88 à 250 milliards de Fcfa. Enfin, le processus d'intégration régionale dans le cadre de l'UEMOA¹ et de la CEDEAO a apporté de nouveaux changements dans le système de régulation du commerce au plan national. La mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun en janvier 2000 a notamment conduit à une réduction des droits de douanes. Dans ce domaine, les négociations en cours entre l'Union Européenne et les pays ACP sur les Accords de Parte-

¹ L'UEMOA ou Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine est composée du Bénin, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

nariat Economique (APE), qui visent à créer une zone de libre échange entre l'Europe et l'Afrique, risquent de renforcer davantage l'ouverture des frontières et d'accélérer le rythme des importations de produits alimentaires au Sénégal.

Carte 1 : Le Sénégal, un pays tourné vers la mer



Objectifs

La présente étude se propose de résumer la littérature disponible et d'apporter des éléments nouveaux à partir de résultats d'enquêtes.

L'étude vise trois objectifs :

- ◆ documenter les cas de poussée soudaine d'importations, en s'appuyant sur les statistiques du commerce ;
- ◆ déterminer leurs effets, qui sont souvent négatifs mais pouvant devenir positifs dans certaines circonstances. Ceci devrait être élucidé par la structure des marchés et la compétition ;
- ◆ identifier les outils politiques adaptés au commerce en vue d'apporter des solutions au problème.

Au-delà des dysfonctionnements notés dans la mise en œuvre des politiques commerciales, cette étude pourrait contribuer à argumenter les négociations commerciales agricoles à l'OMC et à élaborer de nouvelles politiques sectorielles.

Méthodologie

Cette présente étude se propose de résumer la littérature disponible et d'apporter des éléments nouveaux à partir d'enquêtes conduites de novembre 2003 à janvier 2004 à Dakar, Saint-Louis et Kaolack.

Les secteurs avicoles et laitiers sont ciblés en raison de l'importance des importations dans ces domaines, et parce qu'ils représentent des enjeux majeurs pour l'avenir de l'agriculture au Sénégal. Les études de cas réalisées permettent de rendre compte de la complexité des problèmes soulevés par l'augmentation des importations.

Les données utilisées proviennent de sources variées : les données sur la production sont celles du *Centre National Avicole (CNA)*, opérant sous la tutelle de la *Direction de l'Élevage (DIREL)*. Les statistiques sur les prix par mois et par année ont été recueillies à la *Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS)* du Ministère de l'Économie et des Finances. Les données sur les importations commerciales mensuelles et par pays d'origine ont été obtenues auprès des services de la Douane. Les autres statistiques telles que les coûts de production proviennent de diverses sources dans la littérature. Toutes ces informations ont été complétées par des enquêtes sur les prix à Dakar et à Saint-Louis en janvier 2004.

Des visites ont été effectuées auprès de personnes ressources à différents niveaux:

- ◆ Ministère de l'économie et des Finances : Direction de la Prévision et de la Statistique
- ◆ Ministère de l'économie et des finances : Direction de la Douane
- ◆ Ministère du Commerce : Direction du Commerce extérieur
- ◆ Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques - DAPS

- ◆ Ministère de l'élevage, Direction de l'Élevage + Centre National Avicole + Service du contrôle sanitaire du Port
- ◆ Industries (avicoles) : Sedima, Complexe avicole de Mbao
- ◆ Industries (laitières) : Wonder food (Cowbell), Wayembam
- ◆ Importateurs (produits avicoles et laitiers) : Mérroueh (Laicran), Soprodal, Keur Mayoro
- ◆ Vendeurs de poulets dans les différents marchés : Dakar, Saint-Louis, Kaolack
- ◆ Organisations de producteurs : FAFA (Fédération des acteurs de la filière avicole), AAD (Association des aviculteurs de Dakar), FENAFILS (Fédération des acteurs de la filière lait au Sénégal).
- ◆ Producteurs autour de Dakar, Saint-Louis et Kaolack
- ◆ ONG : Oxfam, GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques)
- ◆ Chercheurs de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecines Vétérinaires (EISMV), de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), et de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

En raison de la spécificité de chaque secteur, l'aviculture et le lait sont traités dans deux parties différentes. Il apparaît en effet que si les importations de viande avicole ont connu une augmentation rapide ces dernières années traduite par une crise profonde du secteur avicole périurbain, il n'en est pas de même pour les importations laitières. Celles-ci s'inscrivent plutôt dans une tendance à long terme qui traduit une réelle complémentarité entre les importations et la production locale.

Première partie

La récente poussée d'importations des découpes de poulets

LES MÉDIA NATIONAUX ET INTERNATIONAUX ont récemment rendu compte des questions soulevées par l'impact des importations de cuisses de poulet sur l'industrie locale au Sénégal. La Fédération des Acteurs de la Filière Avicole au Sénégal (FAFA) et l'Union Nationale des Acteurs de la Filière Avicole (UNAFA) ont joué un rôle majeur dans l'animation de ce débat. Cependant, cette question avait, jusqu'à récemment, peu été documentée (Diagne, 2004; Sharma *et al.*, 2005).

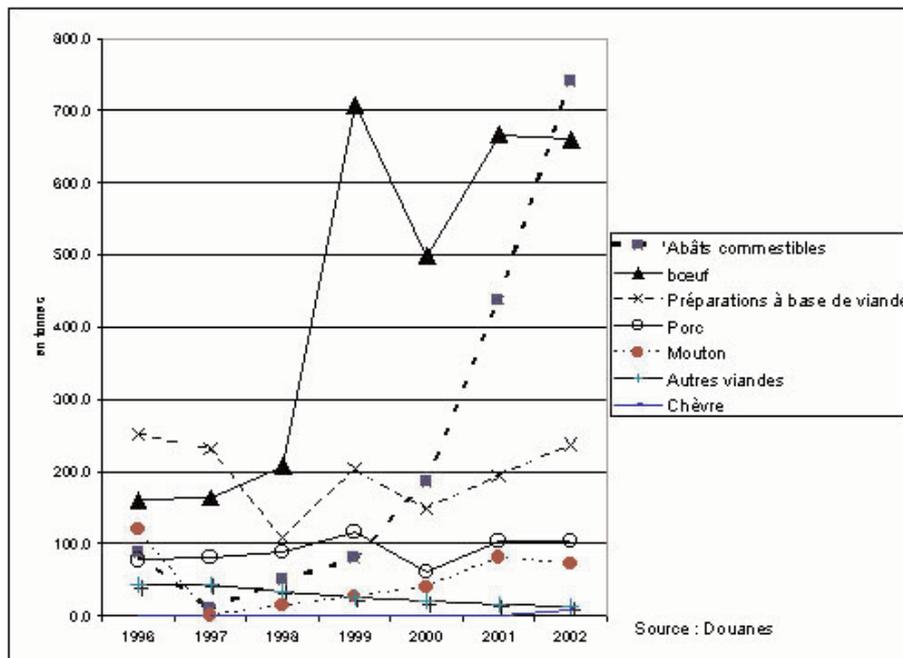
Les faits : une récente poussée d'importations

Les données officielles révèlent une très rapide évolution des importations de viande de volaille depuis 1998. Cette situation est relativement originale par rapport aux importations des autres types de viande qui restent relativement modérés.

Le faible niveau d'importations de viandes non avicoles

En effet, en dehors du poulet, le Sénégal importe peu de viandes. Les importations de viande ovine et porcine sont inférieures à 100 tonnes par an, tandis que les importations de viande bovine, qui étaient inférieures à 180 tonnes dans les années 1996-98, ont atteint tout au plus 600 tonnes en 2000-02. Les importations d'abats comestibles ont atteint dans la même période 740 tonnes en 2002, ce qui reste très modéré (Figure 1). Au total, les importations de viandes non avicoles s'élèvent à 2,6 milliards de Fcfa en 2004 (Tableaux 1 et 2 *in* Annexes).

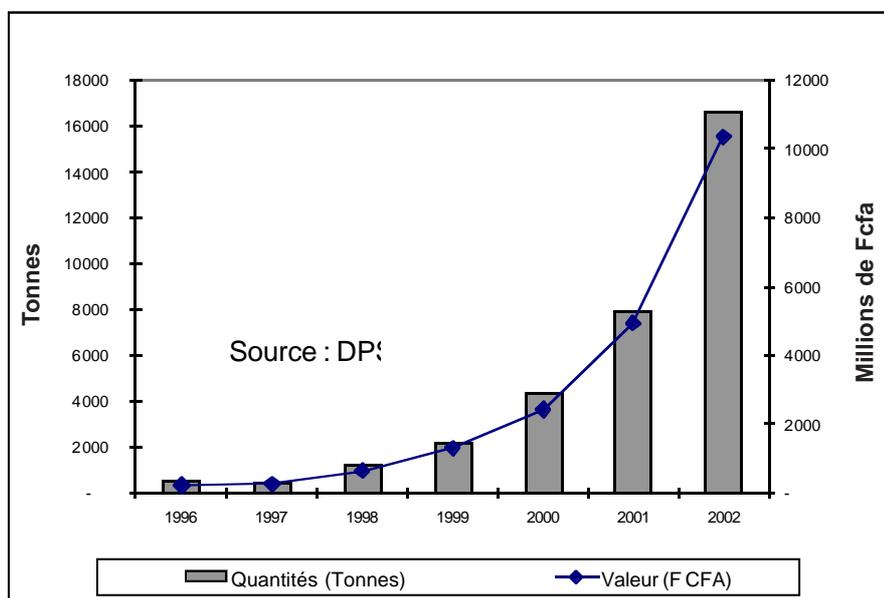
Figure 1 : Importations de viandes non avicoles



La poussée soudaine des importations de poulets

L'augmentation rapide des importations avicoles a commencé en 1998. De 504 tonnes en 1996, les importations ont atteint 1 264 tonnes en 1998 et 2 117 tonnes en 1999. L'évolution devient exponentielle avec 7 900 tonnes en 2001 et 16 600 en 2002. Les importations en valeur, représentent aujourd'hui environ 10 milliards de Fcfa (Figure 2).

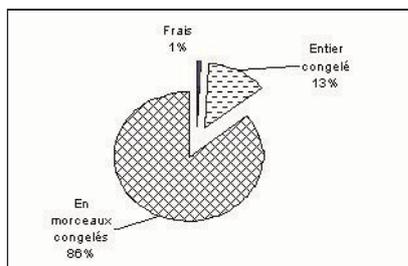
Figure 2 : Importations de viandes de poulets (1996-2002)



Essentiellement des cuisses congelées

Près de 99 % des importations sont constituées de produits congelés. Les morceaux comptent pour 86 % du total, le reste est composé de poulets de chair entiers (Figure 3).

Figure 3 : Composition des importations de volaille



Le poulet constitue l'essentiel des importations. Les importations de canards et de dindes représentent moins de 0,2 % du total (Tableau 6 des Annexes).

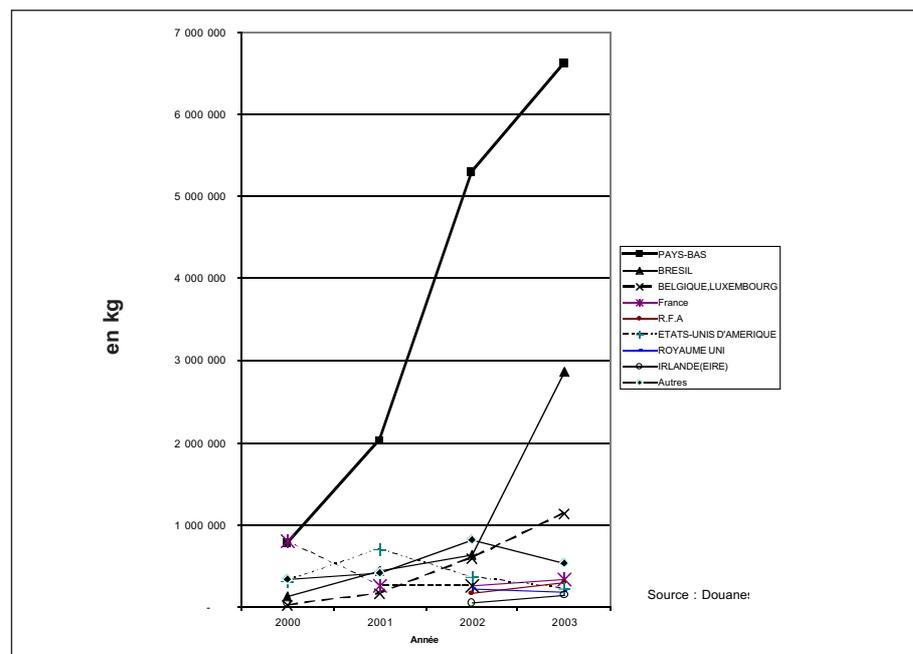
Des importations en provenance des Pays-Bas et du Brésil

Les Pays-Bas sont le pays ayant le plus fortement contribué à la croissance rapide des importations de poulet au Sénégal. Les données de la Douane montrent que les Pays-Bas et la Belgique ont fourni à eux seuls 800 tonnes en 2000 puis 7 750 tonnes en 2003, soit 63 % du total des importations.

L'Union Européenne dans son ensemble a contribué à hauteur de 72 % des importations en terme de poids entre 2000 et 2003, avec la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Irlande parmi les 8 premiers pays fournisseurs. Il s'agit essentiellement de découpes de poulets.

Les importations du Brésil sont passées de 125 tonnes en 2000 à 2 850 tonnes en 2003, soit 24 % du total des importations. Elles sont composées de 60 % de carcasses de poulet entier. La figure ci-dessous mentionne l'importance des importations de la Hollande, de la Belgique et du Brésil sur les poussées d'importations au Sénégal.

Figure 4 : Origine des importations de poulet



Par ailleurs, on note une baisse des parts de marché des USA et du Canada de 15 à 2% pendant la même période (Tableaux 6 et 7 des annexes).

Principaux facteurs des poussées d'importation : des facteurs internes et externes

Au niveau local, la **demande** est forte et augmente rapidement, en réponse à l'urbanisation, à la croissance de la population et en raison de la place prépondérante du poulet dans les habitudes culinaires. Le menu "yassa poulet", originaire de la région Sud du Sénégal, est aujourd'hui un des plats nationaux qui fondent la réputation de la cuisine sénégalaise à travers le monde. Du reste, les restaurants urbains et les « cantines » des grandes villes commercialisent des plats à base de poulet.

Au niveau politique, le processus d'**intégration régionale** dans le cadre de l'UEMOA¹ avec l'application en Janvier 2000 du Tarif Extérieur Commun (TEC), a eu pour conséquence directe une diminution du niveau de protection du marché national. En effet, avant avril 1998, les taxes à l'importation s'élevaient à 55 % (Ly, 2001). Dans le contexte de réduction et d'harmonisation des droits de douane dans les pays membres de l'UEMOA, les taxes à l'importation pour les viandes avicoles sont passées de 30% en avril 1998 à 25% en 1999 et finalement à 20 % en janvier 2000 avec l'avènement du TEC.

Au niveau international, la **disponibilité de la viande de poulets à faible prix** sur le marché mondial est un autre facteur qui a contribué valablement à "l'inondation" du marché national. D'après un commerçant, les prix de vente en Europe ou en Amérique ont été à certains moments très proches de zéro : "*Certains fournisseurs nous proposent des produits à prix quasi nuls*" (Un commerçant à Dakar, Novembre 2003). Les cuisses et ailes de poulet sont en effet des sous-produits de l'industrie de volaille européenne. Ce sont les escalopes (« blancs de poulets ») qui font l'objet d'une demande plus forte, tandis que les cuisses et les ailes ont une très faible valeur commerciale. D'autre part, les réformes de la PAC ont eu pour conséquence de réduire considérablement le prix des céréales et donc le coût des aliments pour les élevages avicoles européens.

² Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine. L'Union est formée en 1994 et est composée du Bénin, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Togo, du Sénégal et de la Guinée-Bissau.

L'ensemble de ces facteurs expliquent la situation actuelle. Les paragraphes qui suivent tentent d'évaluer l'impact des poussées soudaines d'importation sur le secteur avicole local et de discuter des options politiques.

Le sous-secteur avicole au Sénégal

Description de la filière avicole locale

La filière avicole au Sénégal (Figure 5) comprend l'aviculture rurale qui compte près de 12 millions d'oiseaux et l'aviculture industrielle ou moderne avec 3,7 millions de poulets de chair et 1,2 million de poules pondeuses. La contribution de la production rurale est difficile à évaluer. Elle est estimée à environ 12 400 tonnes. La production nationale de viande de poulet de chair industriel était de 6 993 tonnes en 2002, ce qui représentait 10,3 milliards de Fcfa. La production nationale d'œufs de consommation était de 293 millions d'unités en 2002, soit 18,7 milliards de Fcfa (CNA, 2003).

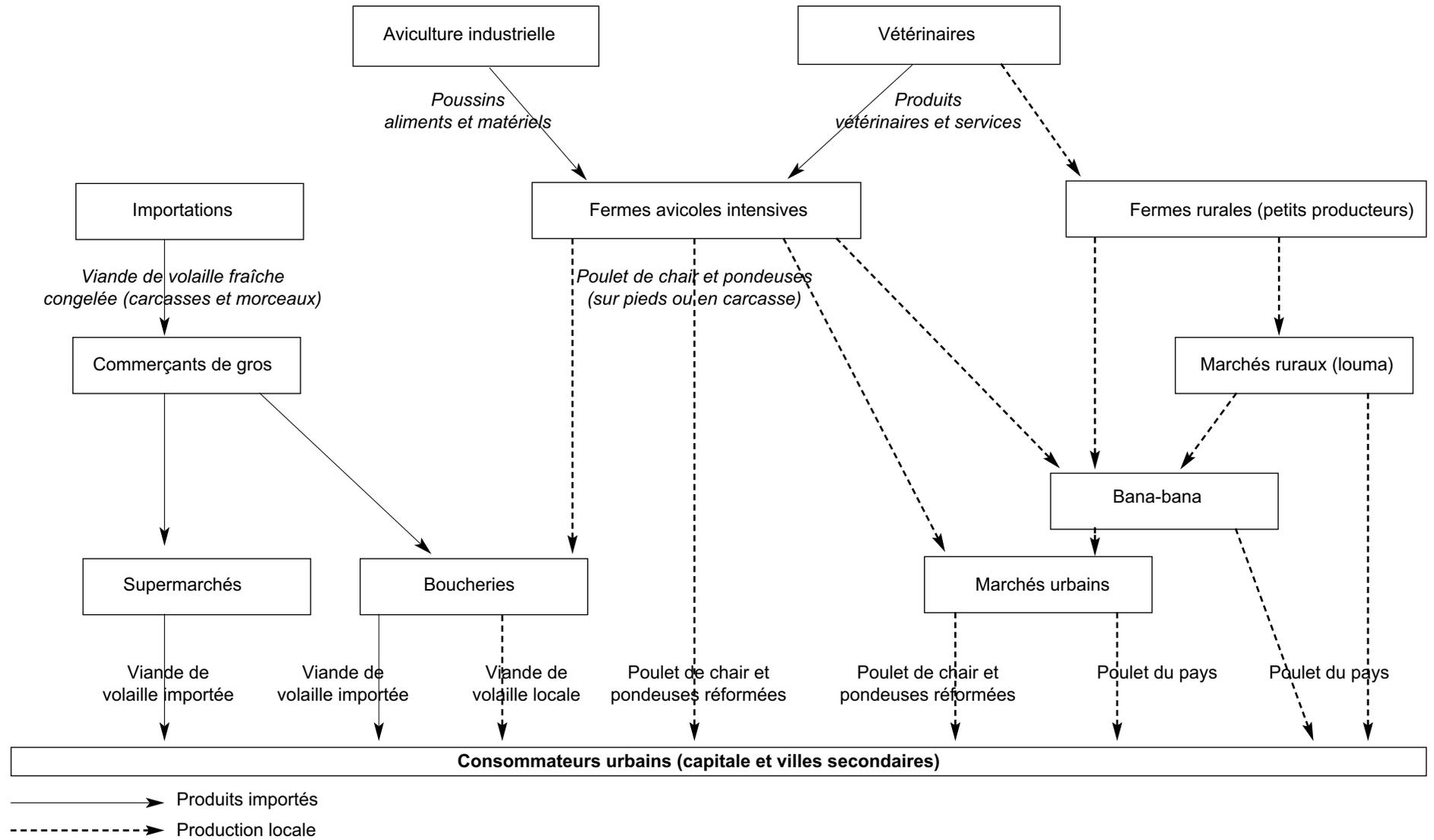
Depuis 1987, le secteur a attiré beaucoup d'investisseurs privés qui se sont engagés dans la production de poussins et d'aliments. Jusqu'en 1991, l'industrie avicole dépendait des importations d'œufs à couvrir. A partir de 1992, la production locale de poussins d'un jour devient de plus en plus importante. En 2002, elle compte pour 98 % de la production totale (CNA, 2003). Ces chiffres soulignent le rôle de l'industrie locale sur l'approvisionnement en intrants alimentaires, œufs à couvrir, poussins et produits vétérinaires. Aujourd'hui, les principales industries d'aliments de volaille sont basées en périphérie de Dakar. Les entreprises *Sédima* et *Moulins Santenac* sont les leaders dans cette activité. Les plus gros producteurs de poussins d'un jour sont la *Sédima* et le *Complexe Avicole de Mbao*.

Une filière relativement organisée

Le secteur avicole est l'un des plus organisés au Sénégal. La FAFA, Fédération des Acteurs de la Filière Avicole est née en 2002. Elle anime régulièrement des manifestations, campagnes ou expositions destinées à défendre le secteur avicole sénégalais. Elle regroupe plusieurs associations fondées entre 1998 et 2001 :

- ◆ l'*Association des Aviculteurs de Dakar* (AAD), créée en 2000 et regroupant des aviculteurs évoluant dans la région de Dakar;

Figure 5 : Schéma du sous-secteur de la volaille au Sénégal (viande seulement)



- ◆ l'Association des Avicultrices de Dakar (AVIDAK), mise sur pied en 1999, composée exclusivement de femmes avicultrices suite à l'arrêt des activités de la *Maison des Aviculteurs*;
- ◆ le *Collectif des Techniciens en Aviculture* (COTAVI), fondée depuis 1998, regroupe tous les cliniciens, pharmaciens, vétérinaires, techniciens du secteur avicole;
- ◆ l'Association des Commerçants de Produits Avicoles (ASCOPA);
- ◆ les Associations d'aviculteurs dans certaines régions.

La mise sur pied de cette fédération interprofessionnelle a été facilitée par la création d'un service spécial de l'Administration : le *Centre National Avicole* (CNA). Ce Centre est sous la tutelle de la DIREL et appuie la FAFA et ses membres ainsi que les producteurs individuels non affiliés. Ses activités principales sont, entre autres, la formation technique et l'enregistrement des données.

L'Union Nationale des Acteurs de la Filière Avicole (UNAFA) a été créée en 2004 dans le but de regrouper les industriels (qui ne font pas partie de la FAFA) certains producteurs et certains membres.

La filière est donc aujourd'hui centrée autour de deux Organisations Interprofessionnelles : la FAFA et l'UNAFA.

Des coûts de production modérés

Selon les conclusions du Bureau Impact (Impact, 1999), le coût de production du poulet de chair local d'1,8 kg est de 1 587 FCFA, soit 880 FCFA/kg de poids vif. Ce qui équivaut à 1 250 FCFA/kg de poulet "Prêt à cuire" (PAC).

Nos enquêtes révèlent que ce coût pourrait être légèrement plus bas chez certains producteurs expérimentés : « *Le coût de production est d'environ 950 F le kg, ce qui laisse une marge de 550 F si la viande est vendue à 1 500 F/kg* » (Vétérinaire privé, Kaolack, Janvier 2004) ; « *Le prix de revient actuel du poulet est de 1 200 F à 45 jours* » (Producteur de Mbao, Octobre 2003)

Les aliments absorbent 52 % du coût de production. Les poussins constituent 26 % du coût de production (Tableau 8 in Annexes).

L'application de la TVA harmonisée à 18 % en 2000 a conduit à une légère augmentation du prix des intrants avicoles. Il faut toutefois noter que sous la

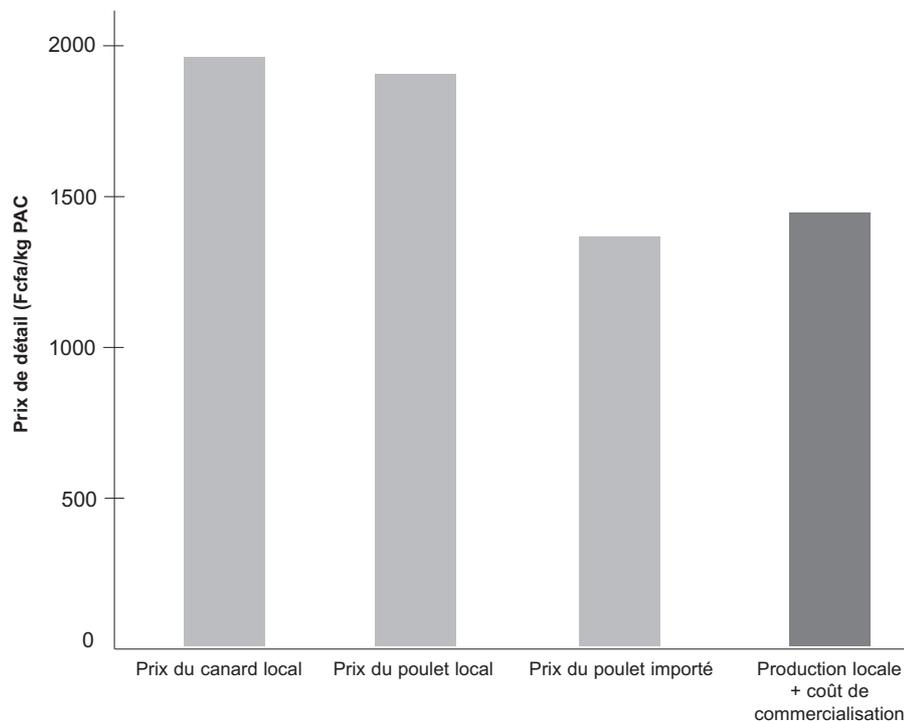
pression des professionnels, il a été décidé de rétablir l'exonération de la TVA sur les intrants avicoles (Badji, 2002).

Il n'existe pas dans la littérature d'informations sur les coûts du transport et de commercialisation. Cependant, les entretiens avec les producteurs et les détaillants montrent que ce coût avoisinerait les 200 Fcfa par kg. Les coûts de production et de commercialisation du poulet de chair sont ainsi estimés à 1 450 Fcfa le kg de poulet PAC.

Segmentation du marché

L'analyse des prix de détail montre que le marché est segmenté (Figure 6). Le canard est plus cher que le poulet. De même le poulet local (poulet de chair et poulet fermier) est plus cher que le poulet importé. Le poulet fermier produit en zone rurale dans les élevages extensifs est aussi appelé « poulet du pays ».

Figure 6 : Comparaison des prix de détail de la viande de volaille avec les coûts de la viande de poulet (en FCFA/kg PAC)



Une consommation variable selon les périodes

La demande est très forte durant les fêtes musulmanes (Korité, Tamkharite, ...), et les fêtes de fin d'année (Noël, Nouvel an) ; ces « pics » de la demande occasionnent des importations massives. Il en résulte des variations de prix assez fortes. Comme le note un acteur interrogé, la structure de la consommation est relativement favorable aux importations : « *Les poussées soudaines d'importation interviennent pendant les fêtes car il y a une demande très forte.* » (Douane, Octobre 2004).

Un faible niveau de protection tarifaire

Système actuel de régulation :

1. Pour les produits en dehors de l'UEMOA :

- ◆ Redevance statistique : 1% de la valeur en douane
- ◆ Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA : 1 %
- ◆ Prélèvement Communautaire de Solidarité la CEDEAO : 0,5 %
- ◆ Prélèvement au profit du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) : 0,2 %
- ◆ TEC (Tarif extérieur commun de l'UEMOA) : 20 % taxe sur les importations de viande
- ◆ Pas de « Surtaxes temporaires »
- ◆ Pas de TCI (Taxe Conjoncturelle à l'importation) sur les cuisses de poulet
- ◆ «Taxe pastorale» : 100 Fcfa/tonne pour toutes les viandes sauf celle de porc (50 Fcfa/tonne)
- ◆ «TVA» pour tous produits (18%)
- ◆ Taxe municipale.

2. Pour les produits originaires des pays de l'UEMOA :

- ◆ Pas de « Surtaxes temporaires »
- ◆ Pas de TCI (Taxe Conjoncturelle à l'importation) sur les cuisses de poulet
- ◆ «Taxe pastorale» : 100 Fcfa/tonne pour toutes les viandes sauf celle de porc (50 Fcfa/tonne)
- ◆ «TVA» pour tous produits (18%)
- ◆ Taxe municipale.

La "Valeur de Référence" n'est pas appliquée depuis 1999. Cependant, les poulets et cuisses congelés (1 650 Fcfa/kg) sont sur la « *Liste nationale du Sénégal en vue de l'application des valeurs de référence de l'UEMOA, avril 2003* ».

L'impact : une crise modérée ?

Avant de discuter le point de vue général des différents acteurs interrogés, nous tenterons d'évaluer objectivement les impacts des poussées soudaines d'importation sur les prix, les entreprises, la consommation et les ressources publiques.

Impact sur les prix

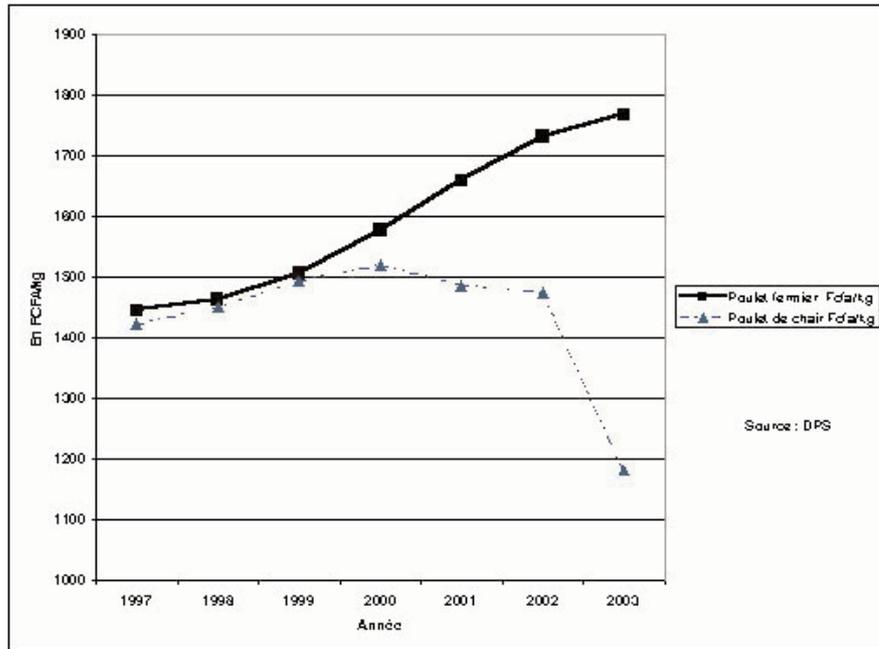
La Figure 7 montre l'impact des poussées d'importation sur les prix du poulet local. La forte compétition a fait chuter les prix du poulet de chair de façon drastique : ils sont passés de 1 400 Fcfa à 1 200 Fcfa entre 1997 et 2003.

Par contre, les prix du poulet fermier n'ont, semble-t-il, pas été affectés par la concurrence des importations. La hausse des prix du poulet fermier présentés dans la Figure 7 conduit à poser l'hypothèse selon laquelle les importations concurrencent fortement l'industrie avicole produisant du poulet de chair, tandis que la production de poulet fermier (« poulet du pays ») semble peu affectée. Ces données de la DPS renforcent l'hypothèse de segmentation du marché.

Une segmentation croissante du marché

La Figure 7 souligne le niveau de segmentation du marché entre les poulets locaux et les importations de viande de poulet : en dépit de la chute du prix de la viande de volaille, le prix du poulet local continue de croître. Cette segmentation du marché rend compte d'une valorisation du poulet local ("*Poulet du pays*"). Cependant, la question de la perception des poulets de chair par les consommateurs reste ambiguë. Dans certains cas, il semble que les poulets de chair locaux soient vendus au même prix que le poulet importé : "*Le poulet importé est vendu à 1 500 francs le kg (...). Le poulet de chair qui est produit localement vaut également 1 500 francs le kg.* » (Commerçant de Saint-Louis, Janvier 2004). Dans d'autres cas, les poulets de chair semblent être vendus plus chers (comme le révèlent nos enquêtes sur les prix, Tableau 9b). En effet, la viande importée aurait moins bon goût et serait très riche en

Figure 7 : Prix de détail de la viande de poulet à Dakar



matières grasses. « Il y a de plus en plus un « dégoût » à l'égard des cuisses de poulet. Même les ménagères ordinaires, si elles ne sont pas coincées financièrement, préfèrent le local. » (Vétérinaire privé à Kaolack, Janvier 2004).

Indubitablement, les discussions avec les commerçants et les ménagères montrent que la plupart des consommateurs font réellement la différence entre ces deux produits. Souvent, durant nos enquêtes, les importateurs nous ont confié qu'ils ne consommaient pas de viande importée. Ils préfèrent le poulet local.

En fin de compte, la viande de volaille importée est davantage appréciée pour son prix et sa facilité d'usage : « Les viandes importées (...) sont moins chères que les produits locaux et mieux présentées. Les cuisses sont très pratiques. Les femmes les apprécient très bien. C'est un produit prêt à

l'emploi» (Commerçant au détail, Kaolack, Janvier 2004). La plupart des consommateurs préfèrent le poulet local pour le goût et la qualité de la viande. Afin de mieux comprendre cette segmentation du marché, ces préférences du consommateur doivent être étudiées. La segmentation du marché constitue en effet un facteur déterminant pour la compétitivité des élevages locaux en Afrique subsaharienne (Duteurtre, 1998).

Changements majeurs dans la consommation

A faible prix, le poulet devient un produit de consommation courante : « *Je crois qu'il va être extrêmement difficile de mettre un terme aux importations de cuisses de poulet (...). Il faut tenir compte du pouvoir d'achat des populations qui est réellement faible. On ne peut pas se permettre d'acheter de la viande de poulet à 1500 francs le kg alors qu'à côté on peut trouver 4 cuisses pour 1200 francs* » (Commerçant au détail, Kaolack, Janvier 2004).

La « crise » vue par les organisations professionnelles

Selon les organisations de producteurs et les structures d'appui, la sous-filière poulet de chair a été sérieusement affectée par les importations massives. « *La production annuelle de poussins « chair » tourne autour de 4 millions depuis 10 ans. Cette production annuelle est en baisse notoire. En ce premier semestre, c'est la débâcle (...) Les producteurs de poulets de chair sont rarissimes aujourd'hui. Il n'y en a presque plus.* » (CNA, Septembre 2003) ; « *Les importations n'ont pas seulement causé du tort aux petits producteurs. (...) Même les plus gros producteurs rencontrent d'énormes difficultés pour survivre.* » (FAFA, Septembre 2003) ; « *On ne compte plus que des aviculteurs occasionnels.* » (AAD, Septembre 2003) ; « *Il n'y a quasiment plus de poulets de chair sur le terrain* » (Sedima, Octobre 2003).

La FAFA estime que 70% des exploitations ont fermé à cause des importations massives. Rapporté par un article dans la presse internationale, un responsable du Centre National Avicole affirme : « *D'ici à six mois, nous pensons que la filière du poulet de chair sera totalement anéantie* » (Pigeaud, 2003).

La crise a également affecté négativement les industries évoluant dans le secteur. A la Sedima, des poussins chair ont dû être étouffés : « *Nous avons été amenés à étouffer 60 000 poussins chair puisqu'on ne pouvait plus les écouler* » (Sedima, octobre 2003) ; « *Les provendiers ont été gravement affectés. Sur un total de 7 fabricants de poussins, 3 ont fait faillite ou sont*

fermés. La SENAV par exemple est fermée, de même que le Couvoir de la Plage. Le Complexe Avicole de Mbao se spécialise sur les poussins pondeuses » (CNA, Septembre 2003) ; « Nous avons investi autour de 500 000 000 de FCFA dans la filière « chair » que nous avons perdue » (Sedima, Octobre 2003).

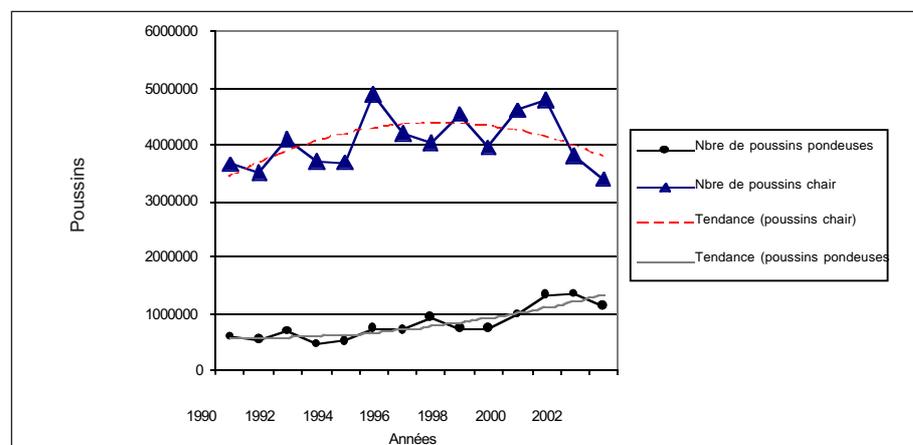
Ces opinions illustrent le discours alarmiste de la plupart des organisations de producteurs en Afrique de l'Ouest. Selon Ndiogou FALL, responsable du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), « Les paysans sont là aussi pour demander que les exportations subventionnées ne viennent pas déstabiliser les marchés internes d'autres pays » (Pigeaud, 2003).

La réalité : une « crise inattendue »

Il n'y a pas de données disponibles sur le nombre de producteurs engagés dans l'aviculture. Les niveaux de production ont été également grossièrement estimés. L'information la plus fiable sur la production avicole est le nombre de poussins achetés pour l'élevage (CNA, 2003). Ces données concernent exclusivement la production industrielle et la production périurbaine. Il n'existe pas de données précises sur la production avicole rurale.

Le nombre de poussins achetés à des fins d'élevage assurent 98 % des besoins de la production locale (Tableaux 11a et 11b). La Figure 8 ci-dessous indique que la production de poulets de chair a considérablement baissé entre 2001 et 2003. Cette baisse est estimée à **30 % durant ces deux dernières années.**

Figure 8 : Nombre de poussins achetés pour l'élevage (1990-2003)



Aujourd'hui, le niveau de production de poulets de chair est légèrement inférieur à celui de 1991. Dans ce sens, les importations de viandes avicoles semblent avoir conduit à une crise « modérée » du secteur avicole local. Mais cette crise a été soudaine et inattendue. La production était élevée pendant plus de 10 ans et beaucoup d'investissements avaient été consentis dans le secteur. Selon la DIREL, « *Le secteur avicole a fait un bond prodigieux entre 1985 et 1995, avec un développement unique dans l'histoire agricole du pays. Son chiffre d'affaires avait été multiplié par dix* » (Pigeaud, 2003). C'est cette soudaineté qui fait que la crise ait été perçue par les acteurs comme une crise majeure. De nombreux investissements ont été perdus avec l'effritement de la production.

L'impact social de la crise est difficile à estimer dans la mesure où des données précises sur le nombre d'exploitants qui opéraient dans le secteur n'existent pas. Cependant, l'estimation des exploitations disparues signifierait que le secteur avicole sénégalais évolue suivant un processus de concentration. La fermeture du grand nombre de petites exploitations pourrait profiter aux grandes entreprises. Cependant, des études spécifiques doivent être conduites pour confirmer ou infirmer cette hypothèse.

Une protection salubre sur le marché des œufs

Le Sénégal importait des œufs jusqu'en 2002. Depuis octobre 2002, ces importations ont été suspendues.

Les organisations de producteurs ainsi que le Ministère de l'Élevage ont mis en doute la qualité sanitaire de la viande de volaille et des œufs importés durant l'été 2002. Des informations selon lesquelles de la viande congelée de volaille arrivait sur le marché national dans des conditions de transport inadaptées ainsi que des cas d'importation d'œufs de qualité douteuse avaient créé des suspicions autour des importations. Celles de viande ont été momentanément suspendues entre septembre et octobre 2002 pour des raisons sanitaires. Sous la pression des importateurs et de certains acteurs politiques, la mesure n'aura pas duré plus d'un mois. Cependant, au cours de la dernière réunion dite « *de levée des suspensions* » à laquelle étaient présents tous les acteurs, un consensus s'est dégagé pour reconnaître que les importations d'œufs revêtaient des risques sanitaires et économiques. Dans les faits, les importations d'œufs restèrent jusqu'à présent marginales voire inexistantes.

Pour beaucoup de producteurs, la reconversion vers l'élevage de poules pondeuses semble avoir permis de surmonter la crise. Les industries évoluant dans le secteur avicole ont réduit leur production de poussins « chair » pour se focaliser sur celle de poussins « pondeuse » et d'aliments (Figure 8). Le nombre de poussins « pondeuse » achetés pour la production d'œufs a presque doublé entre 1999 et 2002, évoluant de 740 000 à 1,37 million (Tableau 11).

La mesure de protection sur les œufs a sensiblement réduit l'impact de la crise: *« Les éleveurs de « chair » qui ont eu les moyens se sont reconvertis dans la « ponte » »* (Sedima, Octobre 2003).

Emergence d'une force politique

La FAFA et les autres organisations professionnelles ont profité de la crise. En alertant les médias publics ou en organisant des manifestations, la FAFA et l'UNAFa se sont positionnés comme les organisations d'éleveurs parmi les plus dynamiques au Sénégal.

Aujourd'hui, la force de ces deux (2) fédérations interprofessionnelles tient à l'unicité de leurs discours comme lors de la campagne « L'Europe plume l'Afrique » lancée par Oxfam. Cependant, plusieurs acteurs s'interrogent sur la pertinence de l'existence de deux (2) fédérations nationales distinctes.

Diffusion des importations dans les villes secondaires

Les villes secondaires subissent la crise de l'aviculture au même titre que la capitale. A Saint-Louis par exemple, la production a été négativement affectée : *« Les cuisses ont détruit la filière. J'avais beaucoup de camarades qui ne comptaient que sur cette activité et qui ont dû arrêter faute de marché. Ils sont au chômage. »* (Producteur à Saint-Louis, Janvier 2004)

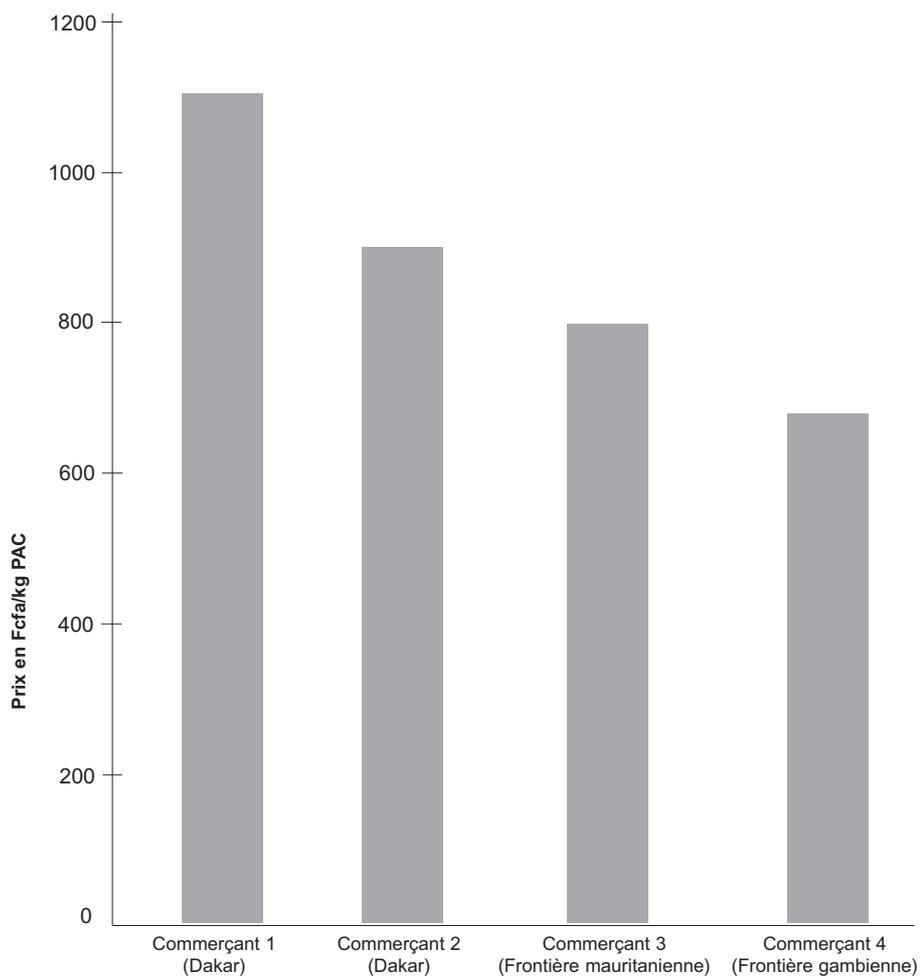
L'importance de la contrebande

Les importations de viande de volaille passent exclusivement par le port et l'aéroport de Dakar après contrôle du Service de contrôle sanitaire de la Direction de l'Élevage. A cet égard, l'approvisionnement des autres marchés du pays est tributaire des importateurs de Dakar. Les enquêtes auprès des grands distributeurs de viande de volaille de Saint-Louis et de Kaolack montrent qu'ils dépendent étroitement de Dakar pour la fourniture. Par contre, de petites quantités de viande de volaille entreraient dans ces villes

secondaires par les frontières avec la Gambie et avec la Mauritanie. Ces pays n'appartiennent pas à la zone UEMOA. « J'achète à un grossiste de Dakar environ 100 cartons par 15 jours. En plus de cela, des femmes qui s'approvisionnent en Mauritanie nous fournissent entre 15 et 30 cartons par 15 jours. Ces cuisses sont vendues moins cher. » (Commerçant à Saint-Louis, Janvier 2004).

De cette fraude découle une disparité des prix chez les grossistes (Tableau 11) comme on le souligne sur la figure 9 qui suit.

Figure 9 : Prix de vente en gros observés dans différents marchés



Cette contrebande était plus importante dans les années passées. Les services de la douane opérant dans les régions de Saint-Louis et Kaolack semblent avoir été alertés en 2002 : « *On allait souvent en Mauritanie acheter des cuisses de poulet. On achetait en Mauritanie à moins de 8000 francs le carton de cuisses. Avec le dédouanement, le transport et toutes les charges comprises, le carton nous revenait à moins de 9000 francs. On faisait énormément de bénéfices. Actuellement, l'Etat n'accepte plus les importations de la Mauritanie.* » (Commerçant à Saint-Louis, 2004) ;

La situation est très proche dans les villes situées près de la Gambie « *Nous sommes souvent sollicités par des individus (marabouts) pour autorisation d'importation des cuisses notamment lors des grands événements. Mais c'est impossible.* » (Inspection régionale des services vétérinaires, Kaolack, Janvier 2004).

La question de la qualité et des problèmes sanitaires

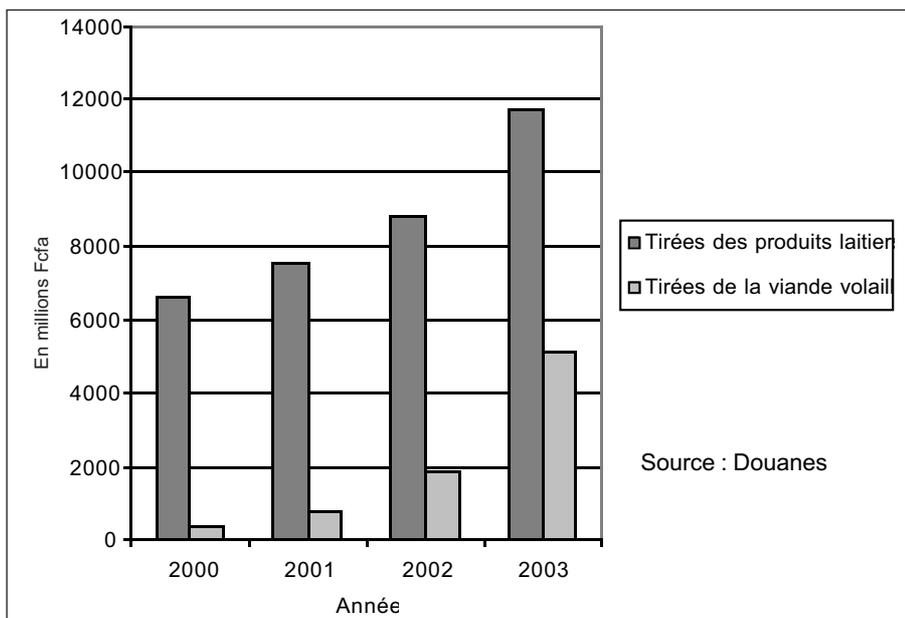
En Afrique, indubitablement, le transport des poulets vivants est plus aisé que celui des viandes congelées. La rupture de la chaîne de froid engendre beaucoup de problèmes d'ordre sanitaire. Certains producteurs ou certains commerçants ne manquent pas de le souligner : « *Des clients viennent raconter leurs déboires avec les cuisses importées qui, souvent arrivent en état de putréfaction. Cela peut poser de sérieux problèmes de santé.* » (Producteur à Saint-Louis, Janvier 2004).

Le commerce transfrontalier de la viande congelée occasionne des problèmes liés à la qualité. En effet, des cartons de viande congelée sont parfois transportés sous la température ambiante: « *Le produit est mis dans des glaciaires. Certaines femmes le transportent dans des camions frigorifiques sénégalais qui font la navette entre le Sénégal et la Mauritanie pour le commerce des produits halieutiques. Mais d'autres le mettent directement sur le toit des véhicules de transport en commun* ». (Commerçant à Saint-Louis, Janvier 2004)

Impact sur les ressources publiques

Les taxes à l'importation de la viande de volaille représentent au total autour de 5 milliards de FCFA (Tableau 12). Les taxes douanières dans leur ensemble (tous produits d'importation confondus) représentent 40% du total des ressources publiques au Sénégal. La figure 10 montre l'importance relative de la contribution des deux secteurs (laits et produits avicoles).

Figure 10 : Cumul des taxes sur les importations de laits et de poulets au Sénégal



Que faire ? Opinions des acteurs

Les visites et entretiens ont permis de recueillir les principales opinions des acteurs sur les actions à entreprendre pour limiter les effets négatifs des poussées d'importations. Il ressort que certains acteurs sont défavorables aux importations, tandis que d'autres au contraire y sont favorables. Quatre grands points de vue se dégagent : tandis que certains préconisent d'encourager la compétition sur le marché, d'autres soulignent au contraire l'urgence de limiter les importations, tandis que d'autres, encore, insistent sur les besoins de « professionnalisation de la filière » et sur la nécessité de mieux organiser le marché.

Encourager la compétition sur le marché...

Le Ministère du Commerce doit concilier des intérêts divergents : les importations obèrent la filière locale mais elles favorisent les activités des importateurs (commerçants), les ressources publiques et les consommateurs à faible pouvoir d'achat. De plus, la réduction des barrières tarifaires résulte de clauses internationales dans le cadre de l'OMC, des négociations UE-ACP et de la mise en œuvre de la politique de l'UEMOA. Dans ce contexte, il semble difficile de limiter les importations de poulet.

L'Administration du commerce insiste sur la nécessité de réduire le prix des aliments dans le but de renforcer la compétitivité de la production locale. Cette opinion justifie notamment l'ambitieux "programme maïs" lancé par le gouvernement sénégalais pour un coût de 9 milliards de FCFA en 2003.

Il reste cependant un besoin urgent de mieux diagnostiquer les réalités du secteur et d'étudier les nouveaux enjeux du secteur de l'alimentation animale. Les besoins du secteur avicole en maïs sont estimés à 72 000 tonnes (Impact, 1999), ce qui est très en deçà de l'objectif national du programme maïs (1 million de tonnes). Par contre, d'autres produits pourraient être prospectés : la farine de poisson, le sorgho, le foin ou la coque d'arachide, etc. L'opportunité d'exporter la majorité de la production nationale de tourteau d'arachide devrait être discutée dans le contexte de la privatisation du secteur arachidier.

...Ou limiter les importations

Pour la quasi-totalité des producteurs, des organisations de producteurs et des industriels avicoles, il y a un besoin urgent de limiter les quantités importées. Comme le souligne le Président de la FAFA : *« Nous demandons une réduction progressive des importations de cuisses de poulet pour que les producteurs qui avaient abandonné puissent avoir le temps de revenir »*.

En Septembre 2002, les importations ont été suspendues pendant un mois essentiellement pour des raisons sanitaires. Au lieu de "stopper", les producteurs souhaitent une "limitation" des importations en appliquant la TCI². Cette opinion est également partagée par le Ministère de l'Élevage et celui de l'Agriculture qui insistent sur les distorsions causées par les subventions dans les pays européens. Le Ministère du Commerce a intégré cette dimension en affirmant que : *« Il ne faut pas chercher à être de bons élèves de l'OMC. Il faut jouer sur la TCI. C'est une forme de protection mais avec une durée limitée. »* (Ministère du Commerce, Novembre 2003). *« Nous voulons tester les clauses de sauvegarde de l'OMC »* (Ministère du Commerce, Février 2004).

Par ailleurs, l'Administration du Commerce reconnaît qu'un excès de protection freine la modernisation de l'industrie : *« Jusque dans les années 80,*

³ TCI : Taxe Conjoncturelle à l'Importation.

nous avons eu recours à d'importantes protections parce que nous venions de démarrer notre industrialisation. L'excès de protection faisait que les industriels ne se mettaient pas au niveau et à la qualité nécessaires.» (Ministère du Commerce, Octobre 2003).

Professionnaliser l'industrie avicole

Selon la plupart des structures d'appui, l'industrie avicole locale doit se professionnaliser: *«L'un des problèmes majeurs de la filière avicole est le manque de professionnalisme»* (CNA, Septembre 2004). *«L'un des problèmes de l'aviculture c'est le manque de technicité dans les élevages»* (Complexe avicole, Octobre 2003).

Cette opinion est partagée par certains chercheurs et certains experts. *« L'impact des importations a révélé les faiblesses de certains producteurs qui n'étaient pas assez professionnels. Au Sénégal, on trouve des producteurs qui ne passent sur leur élevage que le dimanche et qui embauchent des personnels non qualifiés »* (ISRA, Février 2004) ; *« De nombreux investisseurs ont voulu s'engager dans la production avicole sans posséder au préalable les compétences techniques nécessaires »* (EISMV, Novembre 2003).

Ces assertions prouvent que la crise du secteur avicole a aussi été une opportunité pour certains producteurs professionnels qui ont survécu contrairement aux non professionnels qui ont dû arrêter leurs activités.

Cette impression recoupe l'avis de beaucoup de commerçants producteurs : *« Il y a lieu de trouver les moyens de moderniser la filière. L'Etat devrait aider les producteurs à mettre la qualité qu'il faut pour pouvoir être compétitif par rapport aux producteurs des autres pays. »* (Commerçant de détail, Kaolack, Janvier 2004) ; *« Ce sont les aviculteurs qui doivent chercher un marché mais ils ne le font malheureusement pas. Ensuite, ils alimentent mal les sujets, ce qui fait que les sujets ne sont pas beaux. Il faut faire des efforts. (...) Il faut savoir offrir un produit de qualité. »* (Producteur, Saint-Louis).

Mieux organiser le marché

Il apparaît clair que la recherche de débouchés garantis ainsi que des efforts de la qualité sont nécessaires pour soutenir la production avicole nationale. Comme le souligne un producteur : *« Je n'ai pas senti les problèmes posés*

par les cuisses. Je ne connais même pas le prix du kg de cuisse. Les gens consomment bien le poulet local. J'ai des clients fidèles. (...) Il faut de bonnes stratégies de vente. » (Producteur à Saint-Louis, Janvier 2004). Un autre grand producteur rajoute que : « *Il faut que nos commerciaux suivent un certain nombre de clients et sachent les fidéliser.* » (Producteur à Mbaou, Octobre 2003).

Les producteurs dans leur ensemble insistent sur la nécessité de construire un abattoir. Ils sont convaincus qu'une meilleure présentation de leurs produits pourrait leur permettre d'être compétitifs sur le marché. Certains grands producteurs se sont organisés, comme le Complexe Avicole qui a mis en place un mini abattoir : « *Nous avons, pour améliorer la qualité, aménagé une unité de découpe* ». Aujourd'hui, un grand abattoir industriel ne semble pas la meilleure solution. « *SEDIMA avait un abattoir industriel de bétail mais qui est fermé depuis 3 ans maintenant* » (Sedima, Octobre 2003). Ainsi, la solution semble être la construction de petites unités d'abattage et de découpes.

D'autres acteurs tels que les commerçants insistent sur la nécessité de construire de nouveaux marchés autour de Dakar. Les marchés de détail en ville ont réellement besoin d'être mieux organisés : le poulet local est vendu dans des endroits plus ou moins isolés, parfois insalubres. Certains proposent aussi de mettre en place un marché de gros, qui pourrait être situé à Diamniadio, comme proposé par Impact (1999).

Conclusion et perspectives

Les poussées d'importations de la viande de poulet ont été soudaines et inattendues au Sénégal. Elles ont eu un réel impact sur la production locale. Les poussées d'importations des cuisses de poulet sont liées à la faiblesse des prix internationaux, mais aussi à la baisse des protections tarifaires. Cette concurrence est perçue comme une concurrence déloyale : « *Nous avons des produits compétitifs mais il faut reconnaître que les produits importés n'ont pas de valeur commerciale. Il est impossible d'être compétitif devant une telle situation.* » (FAFA, Octobre 2003).

Dans ce contexte, il est nécessaire de poursuivre la recherche pour répondre aux questions suivantes :

- ◆ **Quelles sont les mesures réglementaires (au Nord et au Sud) qui affectent les importations de viande avicole en Afrique de l'Ouest ?** Cette recherche pourrait aider à trouver des mesures de pratique anti-dumping, mais aussi à identifier les instruments politiques à mettre en œuvre pour protéger le marché local des importations à très bas prix : comment appliquer la TCI, les Valeurs de référence sur la viande de poulet ?
- ◆ **Quelle est l'efficacité relative des différentes entreprises évoluant dans le secteur avicole local ?** Cette recherche soulignera éventuellement le niveau de concentration dans le secteur avicole. Elle pourrait aborder les principaux facteurs compétitivité-prix de la production locale.
- ◆ **Comment est segmenté le marché ?** Cette question est relative à l'analyse des choix, des préférences des consommateurs. Elle nécessite des études sur les formes de distribution et de consommation. Cette analyse pourrait aider à identifier les facteurs qui freinent la compétitivité des produits locaux. Elle pourrait en même temps encourager les producteurs locaux à vendre sur le marché des produits de qualité.

Dans ce contexte, les collaborations recherche-développement sont plus que jamais nécessaires. Il convient d'abord d'informer les acteurs de la filière sur les dynamiques actuelles et le poids des différents facteurs. Les difficultés actuelles de la filière ne peuvent être objectivement réduites aux seules importations avicoles. Il convient ensuite, au vu de ces éclairages, d'instaurer une concertation entre producteurs, commerçants, administration technique et décideurs commerciaux, afin d'aboutir à d'éventuels consensus. Le projet d'Observatoire de la filière avicole porté actuellement par la FAFA pourrait être une opportunité à saisir pour servir de cadre à cette concertation. De cette concertation pourrait découler un plan de développement de l'aviculture nationale.

Deuxième partie

La tendance longue des importations laitières

SI LES IMPORTATIONS DE VIANDE de poulet ont connu une véritable explosion, il n'en est pas de même pour les importations de produits laitiers au Sénégal. La poudre de lait, notamment, est importée depuis de nombreuses années en grande quantité. Cette deuxième partie tente de caractériser le profil des importations et d'évaluer leur impact sur la filière laitière locale.

Les faits : les importations de produits laitiers au Sénégal

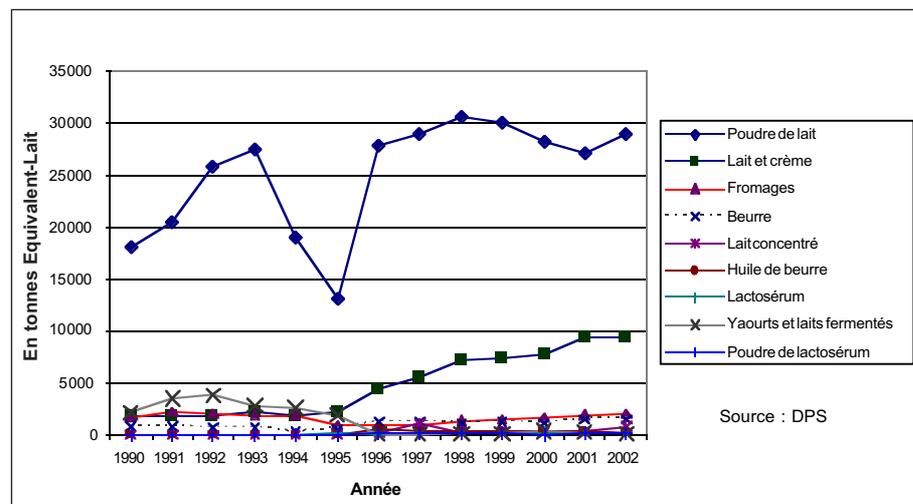
Les importations laitières ont toujours été élevées et constituent aujourd'hui l'équivalent en lait liquide (EL) du double de la production nationale. Les chiffres présentés ici permettent de préciser ce diagnostic.

Une longue tendance à l'importation de lait

Le Sénégal est un grand importateur de produits laitiers depuis la fin des années 70. Les importations se sont maintenues à un haut niveau pendant toutes les années 80. En 2002, le total des importations de produits laitiers s'est élevé à 211 000 tonnes EL, soit une valeur de 22 milliards de FCFA (Tableaux 13 et 14).

Ces importations ont continué à grimper jusqu'à nos jours, mais avec une légère baisse en 1994-95 (Figure 11). La dévaluation du Franc CFA intervenue en janvier 1994 a eu des effets restrictifs sur les importations de lait. En volume, celles-ci ont atteint 240 000 tonnes EL en 2000-2002, pour une valeur totale de 30,8 milliards de FCFA (Tableaux 13 et 14). Dans la même période, la production locale de lait cru était estimée à 127 000 tonnes par la FAO, ce qui représente la moitié des quantités importées.

Figure 11 : Importations de lait au Sénégal

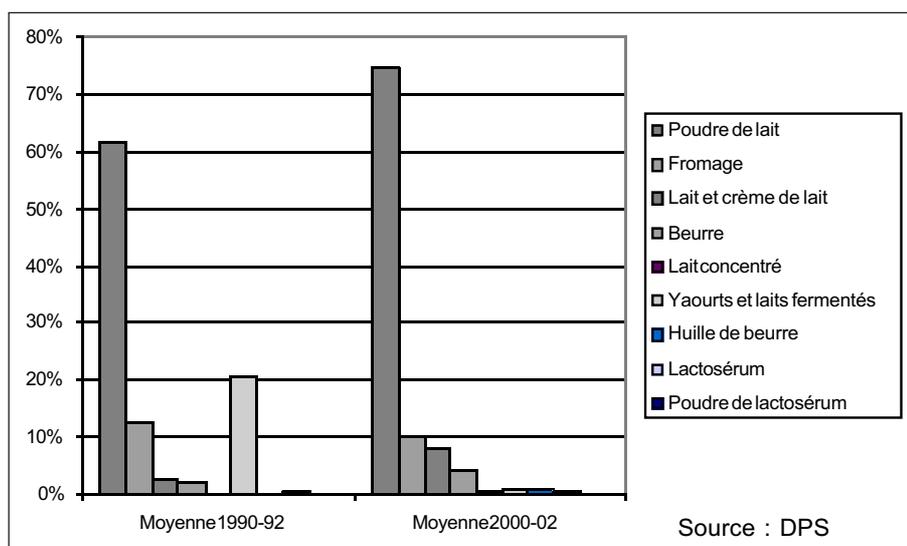


La prédominance du lait en poudre

En 1990-92, le lait en poudre représentait en valeur 64 % du total des importations de produits laitiers, les yaourts 21 %, les fromages 12 %. Cette configuration est restée la même jusqu'en 1994.

Après la dévaluation, les importations de lait liquide UHT prennent de l'importance, de même que celles du beurre. Dans la même période, les importations de yaourts diminuent, en raison surtout de la production locale de yaourt. Aujourd'hui, les importations de produits laitiers en 2000-02 se composent de lait en poudre (75 % de la valeur des importations), de fromages (10 %), de lait liquide (8 %) et de beurre (5 %) (Figure 12).

Figure 12 : Composition des importations de produits laitiers (en valeur)



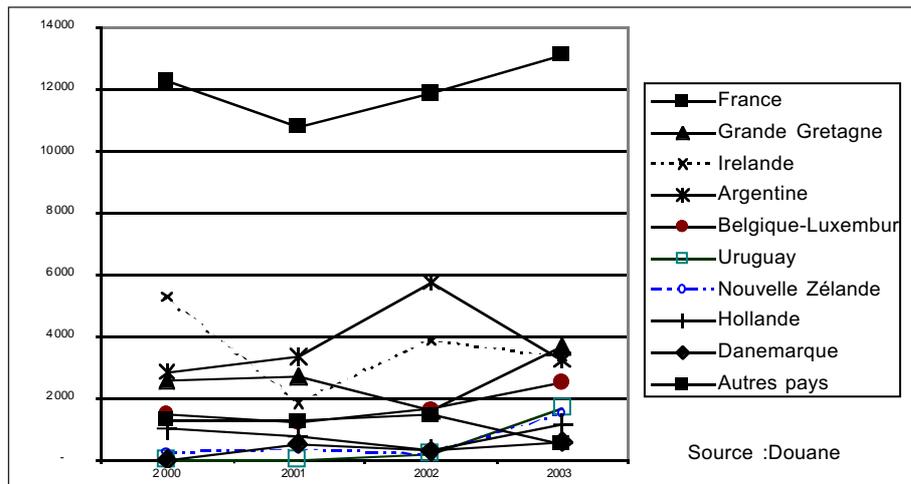
La poudre provient à 80 % de l'Union Européenne

La France est le principal exportateur avec 42 % du total des importations de poudre entre 2000 et 2003, soit 12 000 tonnes. En tout, l'Union Européenne contribue à hauteur de 79 % des importations de lait en poudre avec 7 pays parmi les 10 premiers fournisseurs (Figure 13).

Les importations de poudre de lait provenant de l'Argentine et de l'Uruguay

ont augmenté de 12 % à 18 % entre 2000 et 2003. La contribution de ces deux pays de l'Amérique latine a atteint 5 000 tonnes en 2003 (Tableau 15).

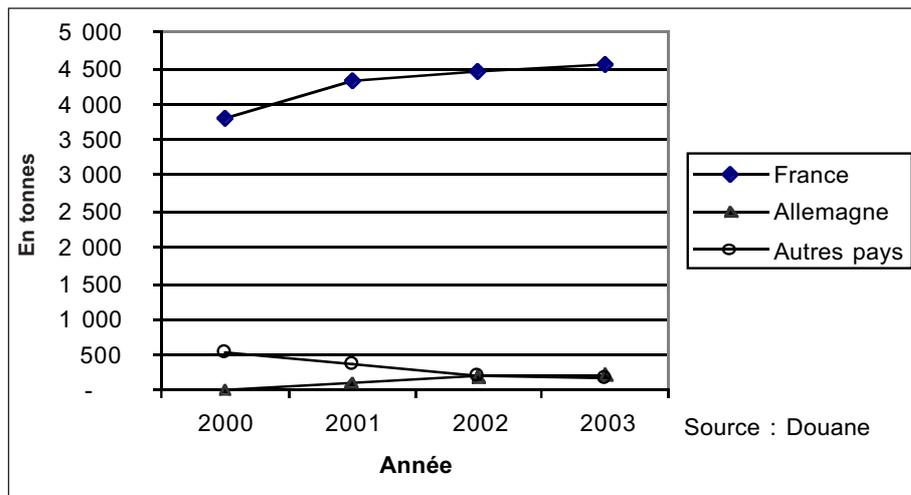
Figure 13 : Origine des importations de la poudre de lait



Le lait frais UHT est importé à 90 % de la France

Le lait liquide provient à 90 % de la France avec près de 4 500 tonnes par an (Figure 14). Les principales marques sont *Bridel* et *Président*.

Figure 14 : Origine des importations de lait frais/UHT



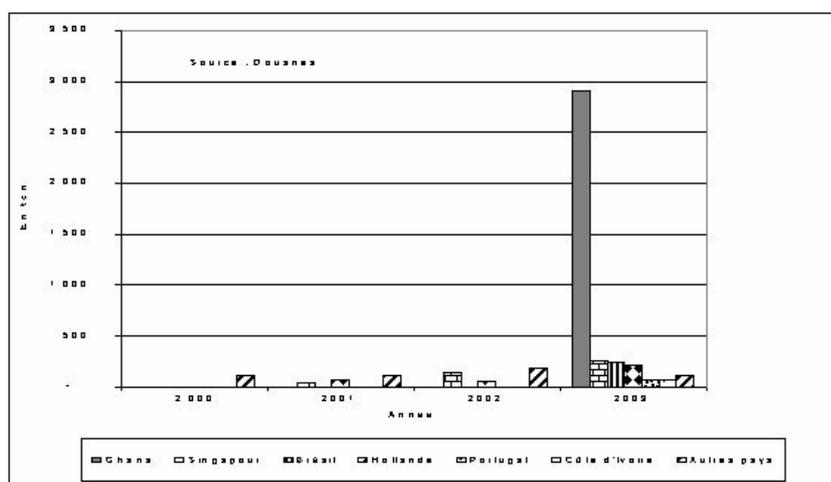
Le marché du lait liquide au Sénégal est très concurrentiel. Beaucoup de pays tentent de le pénétrer, mais avec des succès très limités. C'est le cas de la Côte d'Ivoire, de l'Espagne, de la Belgique, du Portugal, de l'Italie, de la République Sud Africaine, de la Tunisie et de la Thaïlande

L'Allemagne est le seul exportateur qui émerge véritablement de cette compétition, passant de 0 à 5 % entre 2000 et 2003 (Tableau 16).

La nouvelle donne dans le marché du lait concentré

Les importations de lait concentré étaient restées insignifiantes au Sénégal à cause surtout de la présence de Nestlé au Sénégal, qui produisait ce lait à partir de ses unités de production basées à Dakar. Cependant, en septembre 2003, la firme "change de cap" en mettant à l'arrêt ses unités de production de Dakar au profit de celles localisées au Ghana. Subitement les importations du Ghana deviennent importantes (Figure 15).

Figure 15 : Origine des importations de lait condensé



Importance des échanges avec la France et les autres pays de l'Union Européenne

Le secteur du lait montre des liens très proches entre la France et les autres pays de l'Union Européenne. La France contribue majoritairement à la fourniture de lait en poudre, lait frais, yaourt, beurre et fromage au Sénégal (Tableau 18).

Une intégration régionale en progression

L'émergence du Ghana comme un grand exportateur de lait concentré vers le Sénégal et la contribution progressive de la Côte d'Ivoire dans l'approvisionnement en yaourt attestent d'une intégration régionale grandissante dans le cadre de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Situation du secteur laitier au Sénégal

La filière du lait local au Sénégal est caractérisée par la pré-éminence des systèmes traditionnels de production laitière et des petites unités de transformation du lait. L'industrie locale est basée sur l'utilisation du lait en poudre importé. Au même titre que le secteur de la volaille, la littérature sur le marché du lait n'est pas abondante, en particulier sur les choix des consommateurs (Broutin *et al.*, 2002). La plupart des documents disponibles traitent de la production et de la transformation.

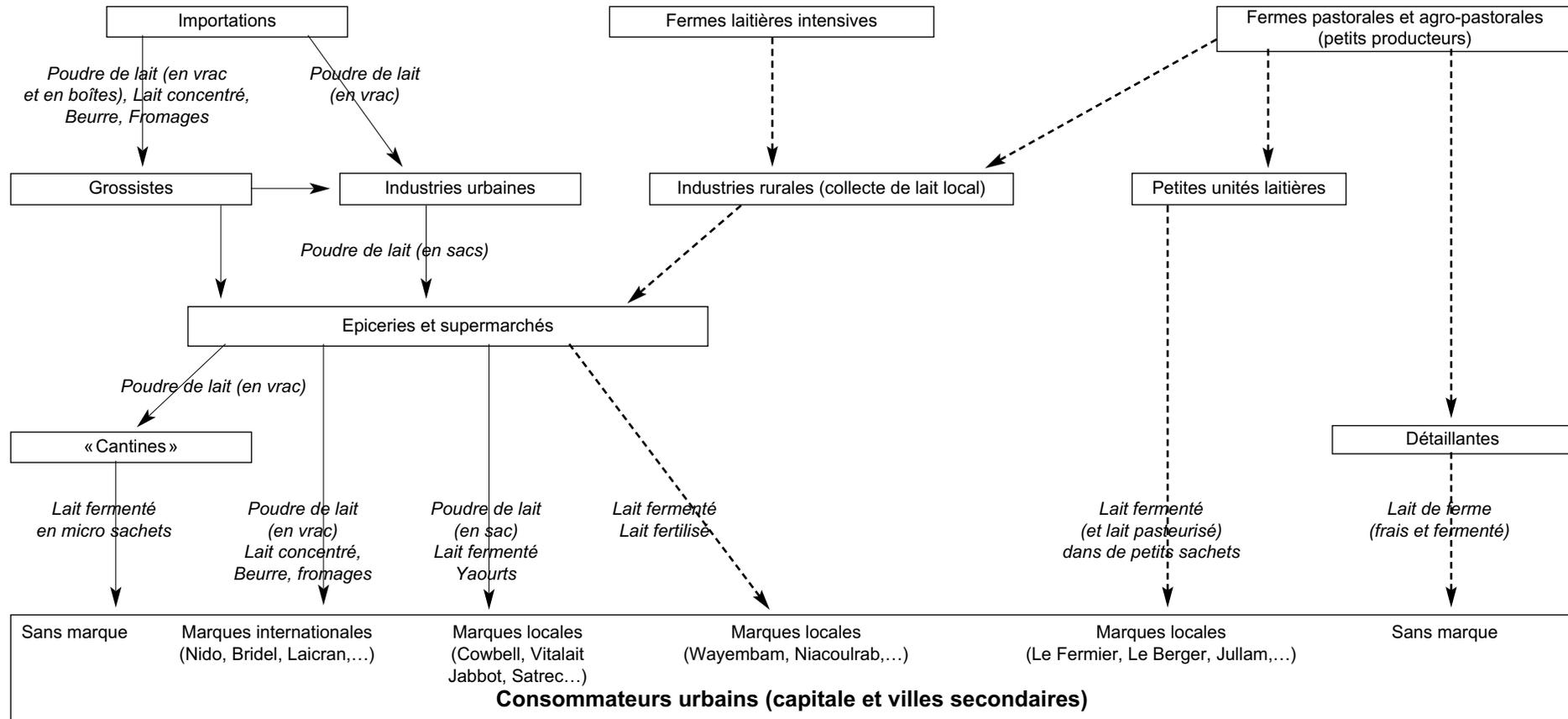
Une grande diversité de produits et d'entreprises

La structure et l'organisation du marché du lait sont matérialisées sur la Figure 16. Le secteur laitier "fermier" ou traditionnel comprend essentiellement la vente du lait fermier, du lait fermenté ou du beurre fondu à travers des circuits informels. Ces réseaux mettent en jeu des femmes collectrices et les détaillants des marchés ruraux hebdomadaires (*louma*), utilisant les transports en commun le plus souvent sur de courtes distances.

Certains producteurs traditionnels écoulent leur lait auprès des unités artisanales qui le transforment en lait pasteurisé frais ou fermenté conditionnés dans de petits sachets plastiques. Ces unités de transformation sont très dynamiques dans des villes secondaires comme Kolda, Tambacounda, Saint-Louis et Dahra. Elles contribuent à l'émergence progressive de ceintures laitières périurbaines dans ces zones et participent au processus d'intensification de la production locale. Les marques de lait local dans les sachets (Le Berger, Jullam, Le Fermier, Laroyal, Bilaame, etc.) alimentent principalement le marché local (Ba Diao, 2003 ; Dia, 2002 ; Dieye *et al.*, 2003).

La production intensive localisée dans les zones périurbaines de Dakar et Thiès contribue à moins de 1% du total de la production nationale. Ce type de production est assuré par des génotypes importés. Les fermes intensives vendent essentiellement du lait fermier. Cependant, certaines d'entre elles intègrent la transformation et la pasteurisation du lait en proposant des sachets de lait frais ou fermenté ou des bouteilles de lait stérilisé (Ba Diao,

Figure 16 : Schéma du sous-secteur lait au Sénégal



Sacs = de 50 g à 1 kg

Micro sachets = autour de 150 g

Petits sachets = entre 250 ml et 1 000 ml

—> Produits importés

- - -> Production locale

2003). Les produits de marque locale (comme Woyembam) sont vendus dans les épiceries, les supermarchés.

Les autres entreprises laitières utilisent la poudre de lait importée comme matière première. Il existe trois types d'entreprises laitières utilisant la poudre au Sénégal. Le premier type correspond aux micro-entreprises qui vendent du lait fermenté reconstitué en vrac ou dans de petits sachets. Le lait est commercialisé dans des "cantines" localisées dans les différents quartiers des principales villes. Le second type d'entreprises est constitué d'unités de pasteurisation utilisant des sachets plastiques ou d'autres emballages industriels estampillés d'une marque locale (Sim, Jabbot, etc.). Le troisième type est relatif aux industries de reconditionnement. Elles importent la poudre de lait qui est vendue sous une marque locale. Essentiellement, 4 grandes entreprises se partagent le marché national avec plus de 50% du total des importations de lait en poudre : Satrec SA (Vitalait, Roi-lait), CCBM (Baralait), Wonderfood SA (Cowbell). Elles vendent du lait dans des sachets de différents poids, de la micro dose de 7,5 g à 500 g.

En plus de ces produits locaux, d'autres marques de produits importés sont commercialisées dans les supermarchés et les épiceries. Il s'agit de lait en poudre emballé (Laicran, Halib, Gloria, Nido, Laidor, etc.), de lait liquide (Bridel, Président, Belgo, etc.), de beurre (Bridel, Président, Pâturages, etc.), de lait concentré (principalement Gloria de Nestlé), de fromages, de la crème fraîche et des yaourts (Saprolait, Yoplait, etc.).

Les modes de consommation

La grande diversité des produits laitiers correspond à des modes d'utilisation très diversifiés. En dehors du beurre, des fromages, des yaourts et de la crème, la consommation du lait intervient essentiellement pour 3 types d'usage : (i) le petit déjeuner à base de café, (ii) les bouillies et autres préparations à base de lait fermenté et (iii) les boissons rafraîchissantes (Broutin *et al.*, 2002).

Il n'est pas aisé d'évaluer l'importance relative de ces 3 modes de consommation car il n'existe pas de données quantitatives sur la consommation de lait au Sénégal. Cependant, la littérature disponible aide à comprendre les choix des consommateurs et le niveau de segmentation du marché (Broutin *et al.*, 2002).

Le petit déjeuner fait partie des modes de consommation assez répandus

au Sénégal, particulièrement à Dakar et dans les villes secondaires. Pour cet usage particulier, le lait en poudre est préféré des consommateurs par rapport aux autres types de lait. A Kolda par exemple, le lait en poudre est utilisé par 78 % des consommateurs au petit déjeuner. Par ailleurs, seuls 24 % des consommateurs utilisent le lait frais (Broutin *et al.*, 2002).

L'utilisation du lait pour la bouillie et les autres menus à base de lait fermenté¹ est très courante au Sénégal et représente certainement la consommation la plus importante de produits laitiers. Pour ces préparations, le lait fermenté est celui qui convient le plus aux consommateurs. A Kolda, par exemple, 73 % des consommateurs utilisent le lait local fermenté pour le "Fondé", tandis que 49 % utilisent le lait en poudre et 15 % utilisent le lait frais pour le même menu (Broutin *et al.*, 2002). Cependant, le lait en poudre est très prisé pour certains repas à base de lait fermenté. Corniaux (2002) estime que 90 % de la poudre de lait est transformé en lait fermenté à Saint-Louis, en y incluant les *cantines* et les repas familiaux.

L'usage du lait comme boisson fraîche constitue une autre illustration de cette segmentation du marché. Pour ce mode particulier de consommation, l'utilisation du lait frais ou du lait fermenté est mieux appréciée que celle de la poudre. A Kolda, 63 % des consommateurs consomment le lait fermenté en boisson (nature) et 78 % pour le "tufam", une boisson traditionnelle à base de lait. 67% utilisent le lait frais en boisson naturelle. Aucun d'entre eux n'utilise la poudre de lait pour ces boissons rafraîchissantes (Broutin *et al.*, 2002).

Un marché très segmenté

Le marché des produits laitiers est très segmenté comme le montre la figure 17 ci-après. Les tableaux 19 et 20 expriment les prix en FCFA/ kg EL.

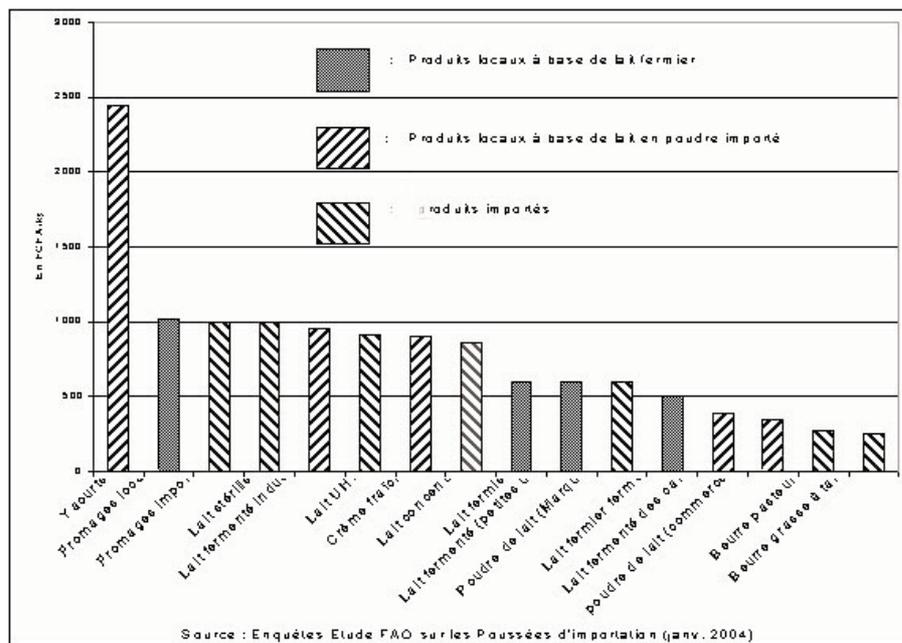
Un faible niveau de protection tarifaire

Les taxes douanières sont les suivantes :

- ❶ Pour les produits provenant de pays en dehors de l'UEMOA :
 - ◆ Redevance statistique : 1 % de la valeur en douane
 - ◆ Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA : 1%

⁴ Fondé, sombi/gossi, laax, couscous lathery, etc.
Voir Broutin *et al.* (2002) pour plus de détails.

Figure 17 : Prix de détail des produits laitiers à Dakar (en Fcfa/kg Equivalent-Lait)



- ◆ Prélèvement Communautaire de Solidarité de la CEDEAO : 0,5%
- ◆ Prélèvement au profit du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) : 0,2%
- ◆ TEC (Tarif extérieur commun de l'UEMOA) :
 - 5 % de taxes sur les importations de poudre de lait (quel que soit l'emballage) et de poudre de lait enrichie avec de la matière grasse végétale (en sacs de plus de 25 kg)
 - 20 % de taxes sur les importations de beurre, crème, fromages et poudre de lait enrichie avec de la matière grasse végétale (en sacs de moins de 25 kg)
- ◆ Pas de « Surtaxes temporaires »
- ◆ Pas de TCI (Taxe Conjoncturelle à l'importation) sur les produits laitiers
- ◆ Droit d'accise (12%) seulement sur le beurre, la crème de lait et la mixture contenant du beurre et de la crème.

- ◆ “TVA” pour tous les produits (18%)
 - ◆ Taxe municipale.
- ② Pour les produits originaires des pays de l’UEMOA :
- ◆ Pas de « Surtaxes temporaires »
 - ◆ Pas de TCI (Taxe Conjoncturelle à l’importation) sur les produits laitiers
 - ◆ Droit d’accise (12 %) sur le beurre, la crème de lait et la mixture contenant du beurre et de la crème.
 - ◆ “TVA” sur tous les produits (18 %)
 - ◆ Taxe municipale.

Il est à noter que le système de “Valeur de Référence” n’est pas appliqué depuis 1999. Cependant, le lait concentré sucré (1250 Fcfa/kg) et le lait concentré non sucré (1150 Fcfa/kg), les dérivés du lait (1250 Fcfa) sont sur la « *Liste Nationale du Sénégal en vue de l’application des valeurs de référence de l’UEMOA, avril 2003* ».

Selon l’OMC (2003), « *Des pressions sont actuellement exercées pour introduire la TCI sur les importations de chaussures [...], cosmétiques, biscuits, bonbons, allumettes, lait, thé* ».

Les parties suivantes tentent d’évaluer l’impact des importations et rendent compte de l’opinion des acteurs sur cette concurrence.

L’impact des importations : une concurrence positive ?

Les importations de produits laitiers, qui s’élèvent, en équivalent-lait, au double de la production locale, constituent sans nul doute une concurrence majeure pour les produits locaux. Cependant, plusieurs facteurs expliquent que l’impact de cette concurrence sur l’élevage sénégalais soit plus modéré que dans le cas de l’aviculture.

L’existence d’un « véritable » prix international

Contrairement à la viande de volaille, on peut dire qu’il existe un « véritable » prix international pour le lait en poudre. Ce prix est relativement bas en rai-

son des faibles coûts de production des principaux pays exportateurs (comme la Nouvelle Zélande) et en raison des subventions versées aux producteurs laitiers des pays du Nord (Oxfam, 2002). Mais les cours internationaux de la poudre de lait sont moins « destructeurs » que ne le sont les prix des morceaux de poulet, ces derniers étant véritablement « bradés » sur le marché international. Cela constitue un premier facteur positif pour le secteur laitier sénégalais.

L'importance du “cloisonnement” du marché

Des analyses antérieures sur l'impact des importations de lait sur la production locale en Afrique avaient montré l'importance du « cloisonnement du marché » (Von Massow, 1989)⁵. En raison des coûts de transport et de l'organisation des marchés, les marchés du lait sont « cloisonnés », ce qui explique que la production locale soit partiellement « protégée » de la concurrence des importations. Au Sénégal, en effet, les villes secondaires consomment moins de lait en poudre importé que la ville de Dakar. A Saint-Louis, par exemple, la poudre de lait constitue 50 % du marché du lait au moment où elle représente entre 90 et 95 % de la consommation de lait dans la capitale (Corniaux, 2003).

L'importance de la segmentation du marché

En raison de la grande variété des produits laitiers importés ou locaux, mais aussi en raison des utilisations multiples dont la poudre de lait fait l'objet, il résulte une grande variété de types de produits laitiers et de qualités qui sont diversement valorisés sur le marché sénégalais (Figure 17).

La segmentation du marché se réfère à la diversité des exigences des consommateurs qui se traduit dans des différences de prix selon la qualité ou le type de produit. Dans le cas du secteur laitier au Sénégal, la segmentation du marché explique que certains produits locaux restent plus chers que les produits importés (Figure 17). Broutin *et al.* (2002) ont montré par exemple que certains consommateurs de Kolda étaient prêts à payer une « prime » à la qualité pour les produits *fermiers* par rapport aux produits élaborés à partir de poudre de lait.

Ces choix pour des produits laitiers de *qualité fermière* ont été également observés dans d'autres pays africains (Duteurtre, 2004). Ils sont intime-

⁵ En anglais : “Market segregation”

ment liés aux « situations d'usages » par lesquels ils sont consommés (Duteurtre, 1998). La place des produits laitiers dans les usages traditionnels expliquent notamment que le lait local puisse être mieux valorisé que le lait reconstitué. Ainsi, dans le contexte sénégalais, le « lait de brousse » tend à être assez bien valorisé par les mini-laiteries (Dieye *et al.*, 2003). Le lait de ferme, le fromage blanc fermier et les fromages locaux sont aussi vendus assez chers à Dakar (Moukalla, 2002).

Cependant, il semble qu'au Sénégal, les emballages ou la publicité proposés par les industries locales créent la confusion chez les consommateurs quant à l'origine des produits comme le rapportent certaines interviews « *Certaines marques utilisent des arguments publicitaires mensongers. C'est le cas de « Roi-Lait » (Satrec) dont la publicité fait intervenir des femmes peules ou de « Baralait » (CCBM) dont la publicité met en scène des vaches du Fouta.* » (Un commerçant de lait à Dakar, octobre 2003). « *Certains packagins de lait fermenté industriel ne mentionnent pas l'origine de la matière première ; dès lors, il est difficile pour le consommateur de différencier un produit issu de lait de ferme d'un autre issu de lait en poudre importé.* » (Un expert de Dakar, décembre 2003).

Les impacts sur les prix

Du fait de cette segmentation des marchés, l'impact des importations sur les prix du lait local est plutôt modéré. Les tableaux 19, 20 et 21 montrent que le prix au détail du lait fermier est relativement élevé. En Janvier 2004, le prix du lait collecté dans les zones rurales était de 220 FCFA/litre à Kolda, 165 FCFA/litre à Dahra et autour de 250 FCFA/litre à Dakar, ce qui représente un prix assez élevé par rapport aux autres pays du monde.

Cependant, les prix des produits industriels de grande consommation sont « tirés vers le bas » ce qui fragilise les entreprises laitières engagées dans la production de ce type de produits.

La fragilisation des investissements dans la production laitière

Cette concurrence sur les segments de consommation « de masse » a fortement fragilisé les fermes intensives laitières périurbaines et découragé les investissements dans la production laitière depuis plusieurs années.

L'impact sur la consommation

L'impact des importations sur la consommation a été très fort au Sénégal à cause de la longue tradition des importations. L'usage du lait pour le petit déjeuner est très courant dans les milieux urbains, de même que la consommation de beurre et de fromage (Broutin *et al.*, 2002).

L'impact pour les entreprises de transformation laitière

La grande diversité des entreprises utilisant le lait en poudre souligne les effets positifs des importations sur la création d'emplois. A Dakar, il y existe un très grand nombre de « cantines » qui commercialisent du lait fermenté reconstitué à partir de la poudre de lait, mais aussi de grossistes, et de commerçants pour qui la poudre représente une source de revenus. D'autre part, les usines de re-conditionnement et d'ensachage de la poudre de lait emploient plus de 400 travailleurs à Dakar et constituent le « fer de lance » de l'industrie laitière, notamment en terme d'innovation-produit et de marketing. Enfin, l'industrie locale semble manifester un intérêt croissant pour le lait de ferme, spécialement autour de Dakar, en dépit de l'échec de Nestlé relativement à son expérience de collecte de lait local dans les zones pastorales. Cet engouement croissant pour le lait local pourrait être la base de futurs investissements industriels à proximité des bassins laitiers.

La dynamique d'industrialisation du secteur, qui pourrait bien dans l'avenir profiter à la production locale, bénéficie donc de la disponibilité de la poudre de lait comme matière première. Du reste, plusieurs mini-laiteries rurales utilisent de la poudre de lait une partie de l'année pour faire face à la saisonnalité de la production (Ba Diao, 2002 ; Dieye *et al.*, 2003).

L'impact sur les ressources publiques (Douane)

Les ressources publiques générées par les importations de lait s'élèvent à plus de 11 milliards de FCFA en 2003 (Figure 10), ce qui représente une source de devises considérable.

Le point de vue des acteurs

En fin de compte, la question de l'impact des importations de produits laitiers sur la production locale n'a pas été aussi médiatisée que le cas de la volaille. Même si certains chercheurs et experts ont souligné les dangers

d'une forte concurrence de la poudre de lait avec les produits locaux, il est ressorti très peu d'analyses sur l'impact réel des importations sur la production nationale.

Cependant, les producteurs et les acteurs du secteur laitier local sont régulièrement interpellés sur la compétitivité de l'industrie locale. Pour promouvoir la compétitivité de la filière laitière locale et participer à la mise sur pied de politiques laitières cohérentes, plusieurs fédérations interprofessions se sont créées. La *Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Lait local au Sénégal* (FENAFILS) a été créée en septembre 2003 et regroupe des acteurs travaillant quasi-exclusivement sur le lait local. A l'inverse, la *Fédération des Eleveurs Indépendants et des Transformateurs Laitiers* (FEITLS) regroupe des acteurs utilisant surtout de la poudre de lait importée mais qui envisagent de développer la transformation du lait local.

Conclusion et perspectives

Le secteur laitier local fait face à une très forte concurrence des importations qui représentent le double de la production locale. Cependant, une rapide évaluation de cette concurrence montre qu'elle freine les investissements dans des unités laitières périurbaines mais tout en encourageant le développement de l'industrie de transformation. Le dynamisme des industries laitières utilisant de la matière première importée pourrait bien à l'avenir stimuler les fermes laitières locales. La qualité « fermière » des produits locaux leur confère un avantage compétitif basé sur des mécanismes de segmentation du marché. La compétitivité de la production nationale repose donc sur la « spécificité » des produits « fermiers » ou locaux, spécificité qu'il appartient de mieux valoriser.

Les quelques investissements privés récents dans le secteur laitier montrent que des perspectives heureuses existent pour la production locale. Les partenariats recherche-développement devraient refléter les souhaits des organisations des producteurs, des fédérations professionnelles et des entreprises privées en identifiant ensemble avec les services publics de futurs plans de développement de la production laitière au Sénégal.

Conclusion

Mieux gérer l'ouverture des marchés

LA MISE EN PLACE du Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA en 2000 a conduit à la réduction des droits de douane et à l'ouverture des frontières, notamment dans le domaine agricole, donnant lieu à une augmentation très sensible des importations. Cette ouverture des frontières a eu des répercussions très diverses selon les secteurs. La présente étude de cas sur le Sénégal témoigne de la complexité des questions et de la nécessaire prise en compte des spécificités locales.

Conclusions

L'évaluation rapide de l'impact des importations sur les filières avicoles et laitières sénégalaises montre que les situations diffèrent selon les secteurs. Dans le cas de l'aviculture, la « poussée » soudaine d'importations qu'a connu le Sénégal a fortement affecté la production locale de poulets de chair. Cet impact négatif est lié notamment aux très bas prix des produits importés (essentiellement des morceaux de poulet). Dans le secteur laitier, par contre, les importations s'inscrivent dans une dynamique de plus long terme. Elles n'ont, semble-t-il, pas freiné le développement de bassins de production localisés et ont favorisé l'émergence d'une industrie laitière nationale.

Les conclusions suivantes peuvent être tirées de cette analyse :

L'importance des facteurs « internes »

Les importations constituent un facteur (parmi d'autres) qui explique le manque de compétitivité des producteurs. Les autres facteurs sont le manque de compétence ou de professionnalisme, l'accès au crédit, les risques relatifs aux pathologies ou à la mortalité, le manque de débouchés et d'infrastructures, et l'organisation du marché local. L'importance de ces facteurs *internes* est soulignée. Ils jouent un grand rôle dans le faible niveau de performance des industries laitières et avicoles locales. Les problèmes de l'agriculture africaine ne se résument pas à la concurrence des produits importés.

La concurrence sur les segments de grande consommation

Les importations fragilisent fortement les producteurs locaux en les concurrençant, surtout sur les segments de marchés de grande consommation (viande « tout venant » ou poudre de lait).

L'importance des négociations commerciales

Les négociations en cours dans le cadre de l'OMC ou dans le cadre des Accords de Partenariats Economiques (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP auront une importance cruciale pour l'avenir de l'agriculture ouest-africaine. Elles pourraient mener à la ré-évaluation du TEC ou à l'utilisation d'outils de protection tarifaire, qu'ils soient prévus par la clause de Sauvegarde de l'OMC ou à inventer dans le cadre des APE. Mais elles pourraient aussi mener à une ouverture encore plus grande des marchés nationaux qui fragiliserait davantage l'agriculture de la sous-région.

Recommandations

Plusieurs recommandations peuvent être formulées sur la base de cette étude.

◆ Le besoin de concertation

La recherche et les décideurs politiques devraient anticiper sur les solutions à trouver pour stimuler le développement de la production locale. Le manque d'analyse prospective et de collaboration entre les organisations de producteurs, les décideurs et les chercheurs pourrait conduire à des options politiques inappropriées. L'activation des réseaux de recherche-développement devrait promouvoir la capacité de chaque sous-secteur à anticiper sur les problèmes.

Quel effet auraient les Accords commerciaux ACP-UE qui entrent en vigueur en 2008 et qui prévoient la suppression des taxes à l'importation entre l'Europe et les pays ACP ? Cette interrogation pourrait être posée dans le cadre d'un « Réseau National d'Elevage » (ou Observatoire ?) qui aurait pour mission de discuter de politiques commerciales.

Le rôle du sous-comité « Commerce des produits agricoles » dans ce domaine doit aussi être souligné.

◆ Le besoin de recherches

Cette étude préliminaire devrait être complétée par d'autres approches plus approfondies et quelques analyses de terrain. Les thèmes de recherches qui apparaissent prioritaires sont les suivants :

- ① Effet des mesures politiques sur le niveau de compétitivité. Ce thème devrait inclure les questions sur la TCI, les valeurs de référence, les négociations internationales sur les subventions, etc.
- ② Les performances des fermes et le niveau de concentration. Ce type de recherche inclut les coûts de production et de commercialisation, le niveau des marges bénéficiaires et les mesures de compétitivité, l'importance des marchés d'aliments, etc.
- ③ Les habitudes de consommation, les préférences et les choix des consommateurs sur la qualité. Il s'agit des régulations ou des stratégies qui peuvent avoir un impact sur la segmentation du marché et la reconnaissance de la spécificité des produits locaux.

Dakar, décembre 2004

Références

- Action-Aid, 2004** : « The Effects of Importation of Poultry Meat and Eggs on Small-scale Poultry Producers in the Gambia », Actionaid The Gambia and Oxfam International, Draft, November, 2004, 33 p.
- Ba Diao M., 2003** : « Le marché du lait et des produits laitiers au Sénégal », Contribution au Forum sur le Commerce des Produits Agricoles, Inter-réseaux, http://forum1.inter-reseaux.net/article.php3?id_article=365
- Badji Z. A. 2002** : « L'économie avicole dans la région de Dakar ». Mémoire de maîtrise de Géographie ; UCAD de Dakar ; 98 p. + annexes.
- Bonnet C. E., 2002** : « L'industrie sénégalaise de traitement de la volaille », Rapport, nov. 2002, Dakar, 34 p.
- Broutin C., Martine F., Ndoye F., Sokhona K., Marpeau G., 2002** : « Analyse de la consommation des produits laitiers à Kolda. Synthèse des résultats. » Programme INCO PME agroalimentaires. 21 p.
- Cardinale E. 2003** : « La volaille : les voies de la qualité sont pénétrables ». In *Coraf Action*, n°27, pp. 1-3.
- Corniaux C., 2003** : « La filière lait et produits laitiers dans la région de Saint-Louis ». Rapport de recherche CIRAD/PSI. Saint Louis : CIRAD/PSI. 52 p.
- CNA, 2003** : « Statistiques 2002 sur la filière avicole moderne », CNA (Centre national avicole), Dakar, 8 p.
- De Nigris M., 2005** : « Defining and Quantifying the Extent of Import Surges: Data and Methodologies, Report Prepared for the FAO Informal Expert Consultation on Extent and Impact of Food Import Surges: The Case of Developing Countries », Rome, 18-19 April, 2005, available at <http://www.fao.org/es/ESC/> <http://www.fao.org/es/ESC/>
- Dia D. 2002** : « Le transport rural : une contrainte majeure au développement de la production laitière dans le département de Kolda. » Mémoire de DEA de Géographie UCAD de Dakar. 100 p.
- Diagne B. M., 2004** : « Etude de l'impact économique des importations de poulets entiers et en morceaux sur le développement de la filière avicole au Sénégal », Rapport Final, Oxfam International, Septembre 2004, 73 p.
- Dièye P.N., Duteurtre G., Sissokho M. M., Sall M., Dia D. 2003** : « La production laitière périurbaine au Sud du Sénégal. Saisonnalité de l'offre et performances économiques ». *Tropicultura*, 21 (3) : 142-148.

- Dièye P. N., Faye A., Seydi M., Cissé S.A., 2002** : « Production laitière péri-urbaine et amélioration des revenus des petits producteurs en milieu rural au Sénégal. » *Cahiers Agricultures*; 11 : 251-7.
- DIREL/CNA 2003** : « Statistiques 2002 sur la filière avicole moderne », Direction de l'élevage, Centre national avicole, Dakar, 8 p.
- DIREL/CNA/COTAVI, sd** : « Formation des aviculteurs : support pédagogique sur l'élevage de la poule pondeuse ». Manuel de formation, Rapport non paginé.
- DIREL/CNA/COTAVI, sd** : « Formation des aviculteurs : support pédagogique sur l'élevage du poulet de chair. », Manuel de formation, Rapport non paginé.
- DPS 1997** : « Enquête sénégalaises auprès des ménages (94-95) : la consommation, les dépenses, les activités », MEFP / DPS (Direction des Prévisions et des Statistiques du Ministère de l'économie, des finances et du plan). Rapport de synthèse ; 178 p.
- DPS, 1999** : « Situation économique et sociale du Sénégal ». Ed. 1998 MEFP/DPS (Direction des Prévisions et des Statistiques du Ministère de l'économie, des finances et du plan); Dakar, 347 p.
- Duteurtre G., 2004** : « Normes exogènes et tradition locale : la problématique de la qualité dans les filières laitières africaines », in *Cahiers Agriculture*, Numéro spécial « L'Alimentation des villes », 13 (1), pp. 91-98.
- Duteurtre G., 1998** : « Compétitivité prix et hors-prix sur le marché des produits laitiers à Addis-Abeba (Ethiopie) : la production fermière face à ses nouveaux concurrents », Thèse de doctorat en économie agricole, ENSA Montpellier, ILRI, CIRAD, Montpellier, 353 p.
- Duteurtre G., Corniaux C., Boutonnet J.P., 2003** : « Baisse de la consommation des produits laitiers en Afrique subsaharienne : mythe ou réalité ? », in *Renc. Rech. Ruminants*, 2003 (10), INRA, pp. 323-326
- FAFA 2002** : « Mémoire sur la filière avicole sénégalaise. », Rapport, 10 p.
- FAFA 2002** : « Plan d'action juillet 2002-décembre 2003. » 11 p.
- FAFA/COTAVI 2003** : « Les obstacles à la qualité du poulet de chair : propositions d'amélioration de l'environnement de la production à la vente », Actes de la journée de concertation sur la filière chair, 19 juin 2003, CNA de Mbao, Dakar, 7 p.

- Guèye E. F. 2002** : «Family Poultry Research and Development in Low-income Food-Deficit Countries: Approaches and Prospects.» *Outlook on Agriculture* 31(1): 13-21
- Impact, 1999** : «Etude sur les possibilités d'intégration et de développement durable de la filière volaille au Sénégal», Rapport, Impact SARL, Direction de l'élevage, Dakar, 145 p.
- Krugman P. et Obstfeld M.**, 1998 : *Economie Internationale*, de Boeck Univ., Paris, 891 p.
- Ly C. 2001** : « Les enjeux d'une politique avicole pour le Sénégal », Communication pour le séminaire de lancement du projet « Développement intégré de l'aviculture périurbaine ». ISRA/EISMV/ENSA/FNRAA, 31 octobre 2001. 13 p.
- Mankor A., 2001** : « Etude des déterminants de la consommation urbaine en viandes en Afrique de l'Ouest : l'Exemple de Dakar », thèse d'agro-économie, ENSA Montpellier, 242 p.
- Missohou A., Dieye P.N., Talaki E., 2002** : «Rural Poultry Production and Productivity in Southern Senegal». *Livestock Research for Rural Development* : 14 (2)
- Montalieu T., 2001** : *Economie du développement*, Amphi économie, Bréal, Paris, 255 p
- Moukalla O. M. 2002** : « Economie du lait au Sénégal : offre à Dakar et projections de la demande. », Thèse de doctorat en sciences et médecine vétérinaire. UCAD de Dakar ; EISMV ; 121 p. + annexes.
- OMC, 2003** : « Examen des politiques commerciales au Sénégal : Rapport du Secrétariat », OMC (Organisation mondiale du commerce), Genève, 102 p.
- Oxfam, 2002.** « Milking the CAP : How Europe Dairy Regime is Devastating Livelihoods in the Developing World », Oxfam Briefing Paper n° 34, Oxfam international, (www.oxfam.org)
- Pigeaud F., 2003** : « Le poulet sénégalais se débat devant l'OMC : Les importations subventionnées ruinent la filière », *in Libération*, 5 August 2003, 1 p.
- République du Sénégal 1997** : « Plan d'orientation pour le développement économique et sociale 1996-2001 (IX° plan) », Dakar ; 177 p.

Sharma R., Nyange D., Duteutre G., Morgan N. 2005 : «The Impact of Import Surges: Country-Case Study Results for Senegal and Tanzania », FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper, No. 11, January 2005, 27 p., available at <http://www.fao.org/es/ESC/>

UNCTA, 2004 : « Economic Development in Africa : Trade Performance and Commodity Dependence », United Nation Commission and Trade and Development (UNCTAD), February 2004, 84 p. (Report Available in English, Spanish and in French on www.unctad.org)

Von Massow, 1989 : «Dairy Imports into Sub-Saharan Africa : Problems Policies and Prospects», ILCA Research Report n° 17, 46 p.



Annexes

Tables des données



Secteur avicole

Tableau 1 : Importations de viandes (en tonnes)

Année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Bœuf	160.5	163.7	207.3	708.2	498.0	666.3	660.2
Porc	77.4	80.4	88.3	116.1	61.9 1	02.6	103.8
Mouton	120.6	0.8	14.0	26.7	40.0	80.7	72.3
Chèvre	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8.0
Abats comestibles	86.7	9.0	49.4	79.5	185.6	437.0	739.2
Viandes de volaille	262.1	272.9	738.6	1202.6	2335.2	4021.4	8363.7
Autres viandes	43.0	44.2	34.4	25.9	20.2	16.0	13.2
Préparations à base de viande	252.4	231.5	108.6	203.2	148.1	194.2	237.8
Total	1002.6	802.5	1240.5	2362.2	3289.0	5518.2	10198.3

Source : Douanes

Tableau 2 : Importations de viandes (en millions Fcfa)

Année	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Bœuf	172.3	188.8	290.9	999.1	709.6	882.0	819.6
Porc	183.2	192.2	178.0	189.9	140.2	235.7	226.9
Mouton	191.9	4.5	34.5	132.7	97.2	163.4	158.9
Chèvre	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	7.4
Abats comestibles	104.7	10.5	80.9	83.0	133.7	425.0	652.9
Viandes de volaille	361.6	408.0	841.7	1386.8	3271.2	5069.9	10224.8
Autres viandes	143.8	151.6	135.4	106.7	104.6	77.8	76.2
Préparations à base de viande	549.5	552.4	347.3	511.1	438.4	462.8	628.9
Total	1707.0	1508.2	1908.6	3409.3	4894.9	7316.6	12795.7

Source : Douanes

Tableau 3 : Importations de volaille (en tonnes)

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Carcasses fraîches	24	2	9	3	0	0	9
Carcasses congelées	96	53	117	425	827	1 213	2 188
En morceaux frais	96	0	30	0	0	50	149
En morceaux congelés	288	406	1 108	1 689	3 538	6 642	14 217
Total	504	461	1 264	2 117	4 365	7 905	16 564

Source : DPS

Tableau 4 : Importations de volaille (en millions FCFA)

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Carcasses fraîches	14.40	1.27	4.96	2.52	0.00	2.37	5.99
Carcasses congelées	27.08	27.72	55.66	221.72	486.41	834.15	1 625.67
En morceaux frais	0.00	0.00	12.84	0.00	0.00	31.21	89.18
En morceaux congelés	168.54	231.86	561.51	1 068.22	1 940.13	4 071.12	8 613.51
Total	210.02	260.85	634.97	1 292.46	2 426.55	4 938.85	10 334.35

Source : DPS

Tableau 5 : Importations de volaille par espèce (en %)

Conservation	2000	2001	2002	2003
Poulets frais	0.62 %	0.05 %	0.95 %	1.09 %
Dindes fraîches	0.16 %	0.37 %	0.01 %	0.00 %
Canards frais	0.26 %	0.03 %	0.04 %	0.02 %
Poulets congelés	92.12 %	97.64 %	98.34 %	98.72 %
Dindes congelées	5.16 %	1.54 %	0.48 %	0.03 %
Canards congelés	1.68 %	0.36 %	0.19 %	0.14 %
Total	100.00 %	100.00 %	100.00 %	100.00 %

Source : Douanes

Tableau 6 : Origine des importations de volaille (par pays)

Origine	2000	2001	2002	2003
Hollande	32.3 %	50.6 %	63.2 %	53.7 %
Brésil	5.2 %	10.9 %	7.5 %	23.2 %
Belgique/Luxembourg	1.0 %	4.1 %	7.1 %	9.2 %
France	32.9 %	6.6 %	3.1 %	2.8 %
Allemagne	0.0 %	0.0 %	2.0 %	2.4 %
Etats-Unis	12.7 %	17.4 %	4.2 %	1.8 %
Grande Bretagne	0.0 %	0.0 %	2.7 %	1.5 %
Irlande	2.0 %	0.0 %	0.6 %	1.2 %
Autres pays	14.0 %	10.4 %	9.7 %	4.3 %
Total	100.0 %	100.0 %	100.0 %	100.0 %

Source : Douanes

Tableau 7 : Origine des importations de volaille (par groupe de pays)

Origine	2000	2001	2002	2003
Union Européenne	70.4 %	63.9 %	82.4 %	72.3 %
Autres pays d'Europe	11.7 %	4.5 %	1.9 %	0.7 %
Brésil/Argentine	5.2 %	11.6 %	10.7 %	24.0 %
Etats-Unis/Canada	12.7 %	18.7 %	4.5 %	1.8 %
Syrie-Egypte	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.8 %
Nouvelle-Zélande/Australie	0.0 %	0.6 %	0.0 %	0.2 %
Chine	0.0 %	0.8 %	0.5 %	0.2 %
Total	100.0 %	100.0 %	100.0 %	100.0 %

Source : Douanes

Tableau 8 : Coûts de production du poulet de chair de 1,8 kg au Sénégal

Coût de production du poulet de 1,8 kg	Unité	Coût
Poussins (taux de mortalité considéré)	FCFA/Poulet	417
Aliments	FCFA/Poulet	832
Matériels et équipements	FCFA/Poulet	128
Produits vétérinaires et services	FCFA/Poulet	49
Personnel	FCFA/Poulet	54
Habitat	FCFA/Poulet	107
Coût total	FCFA/Poulet	1587
Coût total	FCFA/kg PAC*	882

Source : Impact, 1999

* PAC : Prêt à Cuire

Tableau 9a : Prix de détail de la viande de poulet

Produit	Prix de détail (FCFA/kg PAC)*
Canard local	1926
Poulet local	1852
Poulet importé	1333

Source : Enquêtes Etude FAO sur les Poussées d'importation (janv. 2004)

* : PAC : Prêt à Cuire.

Le coefficient de conversion entre le poids vif et le poids du poulet PAC est de 1.4

Tableau 9b : Prix de détail de la viande de volaille et des œufs à Dakar

Produit	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Poulet fermier (vivant)	Fcfa/kg	1444	1463	1506	1577	1659	1732	1767
Viande poulet de chair	Fcfa/kg	1422	1449	1493	1520	1487	1473	1181
Œufs frais de poule	Fcfa/unité	61	62	61	63	64	63	70

Source : DPS

Tableau 10 : Prix en gros de la viande de volaille importée

Marché	Prix (Fcfa/kg)
Commerçant 1 (Dakar)	1083
Commerçant 2 (Dakar)	896
Commerçant 3 (Frontière mauritanienne)	792
Commerçant 4 (Frontière gambienne)	542

Source : Enquêtes Etude FAO sur les Poussées d'importation (janv. 2004)

Tableau 11a : Nombre de poussins achetés pour l'élevage (1990-1996)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Poussins pondeuses							
Production locale	71 000	167 000	408 000	309 000	425 022	467 385	512 575
Importations	518 000	377 000	294 000	162 000	100 870	275 324	213 256
Total	589 000	544 000	702 000	471 000	525 892	742 709	725 831
Poussins chair							
Production locale	1 118 000	1 673 000	2 844 500	3 136 000	3 186 889	4 042 650	3 247 560
Importations	2 526 000	1 835 000	1 256 000	558 000	488 415	834 222	958 638
Total	3 644 000	3 508 000	4 100 500	3 694 000	3 675 304	4 876 872	4 206 198

Tableau 11b : Nombre de poussins achetés pour l'élevage (1997-2003)

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Poussins pondeuses							
Production locale	467 423	555 285	630 001	774 595	1 187 792	1 277 757	1 073 194
Importations	468 785	186 336	117 240	202 557	137 070	91 903	70 148
Total	936 208	741 621	747 241	977 152	1 324 862	1 369 660	1 143 342
Poussins chair							
Production locale	3 103 748	4 099 932	3 577 130	4 521 672	4 635 135	3 784 489	3 340 735
Importations	915 695	445 633	385 812	96 353	155 320	20 106	34 606
Total	4 019 443	4 545 565	3 962 942	4 618 025	4 790 455	3 804 595	3 375 341

Source : DIREL

Tableau 12 : Taxes à l'importation de viande de volaille

Année	2000	2001	2002	2003
Taxes (en millions FCFA)	352	748	1 850	5 128

Source : Douanes

Secteur laitier

Tableau 13 : Importations de lait (en tonnes)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Poudre de lait	18 078	20 488	25 854	27 499	18 999	13 126	27 954	28 951	30 574	30 192	28 222	27 212	8 977
Lait et crème	1 798	1 732	1 940	2 210	1 863	2 226	4 497	5 444	7 114	7 411	7 651	9 557	9 306
Fromages	1 656	2 185	2 120	1 986	1 887	931	1 024	968	1 435	1 481	1 614	1 862	2 120
Beurre	769	775	702	706	261	556	1 184	1 184	1 112	1 285	1 164	1 530	1 527
Lait concentré	22	0	0	9	0	0	232	1 047	334	270	221	471	787
Huile de beurre	0	0	0	0	0	0	498	387	368	362	362	438	251
Lactosérum	32	28	22	13	32	231	12	338	330	323	226	180	235
Yaourts et laits fermentés	2 210	3 568	3 820	2 844	2 561	1 907	13	22	91	181	404	300	171
Poudre de lactosérum	0	0	0	0	0	0	204	170	100	228	32	100	160
Total (en EL)*	149 846	170 512	211 137	222 707	154 331	109 533	232 826	241 905	254 317	253 820	237 147	235 775	248 938

Source : DPS

* : Le total en EL (Equivalent-Lait) est suivant les coefficients de conversion de la FAO : 1 pour le lait, 7.6 pour la poudre; 2 pour le lait concentré; 1 pour les yaourts; 7.6 pour la poudre de lactosérum; 0.5 pour le lactosérum; 6.6 pour le beurre; 8 pour l'huile de beurre; 2 pour les fromages.

Tableau 14 : Importations de lait (en millions FCFA)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Poudre de lait	10 087	10 087	14 125	2 691	20 013	16 445	20 116	20 498	23 361	21 215	20 787	25 470	21 860
Fromages	2 081	2 370	2 364	3 497	5 988	2 243	1 631	1 616	2 280	2 256	2 407	3 058	3 859
Lait et crème	439	419	460	712	1 105	808	1 186	1 449	1 984	1 893	1 953	2 886	3 086
Beurre	429	382	360	392	243	643	1 451	1 310	1 252	1 352	1 113	1 733	1 655
Lait concentré	39	2	1	10	0	10	127	586	182	201	120	146	234
Yaourts et laits fermentés	2 877	4 087	4 574	2 429	5 968	3 960	55	55	109	233	334	341	210
Huile de beurre	0	0	0	0	0	42	479	314	333	294	251	328	161
Lactosérum	37	32	25	12	30	139	12	96	111	96	60	63	90
Poudre de lactosérum	0	0	0	0	0	0	112	81	48	94	14	101	88
Total	15 989	17 379	21 909	9 743	33 347	24 290	25 169	26 005	29 662	27 633	27 040	34 125	31 242

Source : DPS

Tableau 15 : Importations de poudre de lait par origine (en tonnes)

Pays d'origine	2 000	2001	2002	2003
France	12 247	10 805	11 863	13 113
Grande Bretagne	2 557	2 737	1 591	3 682
Irlande	5 291	1 863	3 856	3 338
Argentine	2 850	3 354	5 768	3 231
Belgique/Luxembourg	1 483	1 231	1 663	2 538
Uruguay	-	-	200	1 696
Nouvelle-Zélande	221	362	195	1 513
Hollande	997	799	344	1 153
Danemark	-	530	302	574
Autres pays	1 294	1 278	1 436	543
Total	26 940	22 958	27 216	31 381

Source : Douanes

Tableau 16 : Importations de lait frais et de lait UHT par origine (en tonnes)

Pays d'origine	2 000	2001	2002	2003
France	3 815	4 321	4 456	4 529
Allemagne	-	101	187	224
Hollande	19	19	5	61
Côte d'Ivoire	144	127	80	49
Spain	328	155	91	45
Belgique/Luxembourg	3	26	-	14
Portugal	-	-	-	1
Italie	2	-	-	0
Afrique du Sud	-	-	19	-
Tunisie	41	40	9	-
Thaïlande	-	1	-	-
Total	4 352	4 790	4 847	4 924

Source : Douanes

Tableau 17 : Importations de lait concentré par origine (en tonnes)

Pays d'origine	2 000	2001	2002	2003
Ghana	-	-	-	2 904
Singapour	0	46	137	259
Brésil	-	-	-	248
Hollande	2	77	57	212
Portugal	-	-	0	76
Côte d'Ivoire	-	-	-	68
Autres pays	114	115	183	106
Total	116	237	377	3 873

Source : Douanes

Tableau 18 : Importations de Yaourt par origine (en tonnes)

Pays d'origine	2 000	2001	2002	2003
France	39	45	55	51
Côte d'Ivoire	6	5	9	3
Italie	0	0	2	2
Espagne	19	12	12	2
Autres pays	0	0	0	1
Total	64	64	78	60

Source : Douanes

Tableau 19 : Prix de détail des produits laitiers à Dakar

Produit	Prix de détail (Fcfa/kg)	Facteur de conversion en EL	Prix de détail (Fcfa/kg EL)	Nombre d'échantillons enquêtés
Lait UHT	918	1,0	918	14
Lait stérilisé	1000	1,0	1000	8
Lait fermier	600	1,0	600	2
Crème fraîche	1800	2,0	900	1
Lait fermier fermenté	500	1,0	500	4
Lait fermier fermenté (petites unités)	600	1,0	600	6
Lait fermenté des cantines	393	1,0	393	18
Lait fermenté industriel	959	1,0	959	8
Yaourts	2440	1,0	2440	4
Poudre de lait (Marque internation.)	4534	7,6	597	9
Poudre de lait (Marque locale)	2654	7,6	349	15
Lait concentré	1808	2,1	861	9
Beurre pasteurisé	1825	6,6	277	4
Beurre gras (pâte à tartiner)	1670	6,6	253	18
Fromages locaux	4500	4,4	1023	8
Fromages importés	4407	4,4	1002	6

Source : Enquêtes Etude FAO sur les Poussées d'importation (janv. 2004)

Tableau 20 : Prix de détail des produits laitiers à Dakar

Produit	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Lait frais	Fcfa/l	677	697	699	697	741	821	823
Lait fermenté	Fcfa/kg	525	512	514	543	613	678	653
Poudre de lait	Fcfa/kg	1767	1800	1797	1869	2182	2235	2050
Poudre de lait*	Fcfa/kg EL	232	237	236	246	287	294	270

Source : DPS

* : Calculé avec un coefficient de conversion en EL de 7.6

Tableau 21 : Prix en gros de la poudre de lait à Dakar

Désignation	Poids (kg)	Prix (Fcfa)	Prix (Fcfa/kg)	Prix (Fcfa/kg EL)
Sac Belgo	10	9 500	950	125
Sac Nouvelle-Zélande	25	34500	1380	182
Sac Laicran	25	40000	1600	211

Source : Enquêtes Etude FAO sur les Poussées d'importation (janv. 2004)

Tableau 22 : Taxes à l'importation de viande des produits laitiers

Année	2000	2001	2002	2003
Taxes (en millions Fcfa)	6 620	7 531	8 823	11 729

Source : Douanes

Liste des sigles et acronymes

- AAD : Association des aviculteurs de Dakar
- ASCOPA : Association des commerçants de produits avicoles au Sénégal
- ASCOSEN : Association des consommateurs Sénégalais
- AVIDAK : Association des femmes avicultrices de Dakar
- CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (en anglais : ECOWAS)
- COTAVI : Collectif des techniciens de l'aviculture
- FAFA : Fédération des acteurs de la filière avicole au Sénégal
- FENAFILS : Fédération nationale des acteurs de la filière lait au Sénégal
- OMC : Organisation mondiale du commerce
- PAC : Prêt à cuire
- PMA : Pays moins avancés
- TEC : Tarif extérieur commun
- UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine (en anglais : WAEMU)
- UNAFA : Union nationale des acteurs de la filière avicole
- WAEMU : West African Economic and Monetary Union (voir UEMOA)